



HAL
open science

Compte rendu de l'ouvrage de Richard Candida Smith, Improvised Continent. Pan Americanism and Cultural Exchange, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2017, 352 p., paru dans Revue d'histoire moderne et contemporaine, 2019/2, n°66-2, p. 191-193.

Juliette Dumont

► **To cite this version:**

Juliette Dumont. Compte rendu de l'ouvrage de Richard Candida Smith, Improvised Continent. Pan Americanism and Cultural Exchange, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2017, 352 p., paru dans Revue d'histoire moderne et contemporaine, 2019/2, n°66-2, p. 191-193.. Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, 2019, 66. halshs-02315015

HAL Id: halshs-02315015

<https://shs.hal.science/halshs-02315015v1>

Submitted on 30 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

RICHARD CÁNDIDA SMITH, *IMPROVISED CONTINENT. PAN-AMERICANISM AND CULTURAL EXCHANGE*, PHILADELPHIE, UNIVERSITY OF PENNSYLVANIA PRESS, 2017, 352 P., ISBN 978-0-8122-4942-2

Juliette Dumont

Belin | « [Revue d'histoire moderne & contemporaine](#) »

2019/2 n° 66-2 | pages 191 à 193

ISSN 0048-8003

ISBN 9782410016024

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2019-2-page-191.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

© Belin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Comptes rendus

**DELPHINE CARRANGEOT, BRUNO LAURIOUX,
VINCENT PUECH (ÉD.),**

*Rituels et cérémonies de cour
de l'Empire romain à l'âge baroque,*

Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du
Septentrion, 2018, 208 p., ISBN 978-2-7574-2073-7

Tiré d'un colloque tenu en octobre 2014, le volume se présente comme une série d'études sur divers aspects de ce qui touche, de manière générale, à la vie aulique. L'idée, exprimée en introduction, est « d'envisager plus précisément les rituels et cérémonies dans leurs rap-

ports avec les fondements sociaux et culturels des systèmes de cour » (p. 9). Les pluriels sont importants dans la mesure où le cadre géographique et chronologique est volontairement très étendu afin de rendre compte d'une « institution [...] sans la réifier ou la ravalier au rang d'espace informel » (conclusion, p. 199). Le programme est ambitieux et, comme tout programme ambitieux, il ne remplit pas tout à fait ses objectifs, ce dont on ne saurait le blâmer. Car les contributions, savantes, éclairent selon des points de vue très variés les questions à l'articulation du rituel/cérémonial d'une part et de la cour d'autre part, en une hétérogénéité des approches qui fait aussi la richesse de l'ouvrage. Après une présentation fournie des travaux historiographiques, le livre se divise en trois grandes parties (« Les cadres spatiaux », « Les acteurs », « Les mises en scène ») dans lesquelles se répartissent onze articles.

Le premier souligne l'héritage de la République dans le cérémonial impérial romain, en insistant notamment sur la « République impériale », période de transition dans l'appropriation progressive du temps et du cadre urbain par le pouvoir augustéen. La saturation de la représentation impériale dans l'espace, accompagnée d'un processus d'isolement de la personne du prince par la grandeur de l'apparat, participe alors à la sacralisation du pouvoir. La deuxième contribution aborde les fêtes urbaines sous Alphonse le Magnanime à la mi-XV^e siècle, quand l'univers urbain prend le relais de la cour dans la célébration du prince. Le spectacle de la monarchie se déplace ainsi dans un espace plus ouvert, avec des processions ritualisées aux étapes bien identifiées qui investissent les lieux emblématiques de la ville : moins qu'un abandon des rituels, une transformation de ceux-ci. La troisième étude, focalisée à l'inverse sur une seule pièce palatiale, la chambre des époux peinte par Mantegna, montre comment ce portrait dynastique perd rapidement son sens politique en même temps que se modifient les codes de légitimation. Devenue un lieu de vie parmi d'autres, servant aussi bien à la réception des ambassadeurs qu'à la signature d'actes notariés, la chambre au décor si travaillé conduit à s'interroger sur l'usage d'espaces à la fois publics et privés.

Dans sa partie II, le livre annonce un recentrage sur les acteurs. La mise en relation des funérailles de Justinien et de l'avènement de Justin en 565, dans le quatrième article, met en évidence les justifications du pouvoir et la transformation cérémonielle. Le cinquième passe en revue le statut des différents ordres de chevalerie au XV^e siècle, en insistant sur le caractère codifié et public des rituels de la toison d'or. L'importance des processions, mais aussi des tournois devenus des pas d'armes, permet de parler « d'auto-représentations ritualisées » pour ce type d'événements. Dans un registre similaire, la sixième contribution montre que les hérauts d'armes à la fin du Moyen Âge occupent dans les cérémonies une position hiérarchique déterminée par les fonctions exercées et non la qualité sociale de chacun d'eux. Les attributions

et le rôle des rois d'armes, jusque dans la mise par écrit des festivités, tiennent de la sorte une place essentielle dans le déroulement des cérémonies. Sur ce sujet encore, la septième étude s'intéresse à la progressive ritualisation et formalisation des pas d'armes et au déroulement du tournoi à la Renaissance, avec ses règles, ses arbitrages, ses récompenses et parfois même ses morts.

Dans la dernière partie de l'ouvrage, consacrée aux mises en scène, la huitième intervention aborde le ritualisme impérial romain au II^e siècle de notre ère en proposant, pour le quotidien du prince, la notion de « rituel invisible » associée à un usage pragmatique du cérémonial. C'est toute la question de l'existence ou non de rituels de cour institués par la récurrence, voire la répétition, qui est soulevée en contrepoint de cérémonies bien identifiées lorsqu'il s'agit de grandes festivités inscrites dans la ville, comme les triomphes par exemple. Le neuvième sujet concerne les banquets pontificaux du XV^e siècle, examinés sous l'angle de la communication avec l'extérieur, à travers la restitution de la qualité des convives, des actions à accomplir, des places occupées et l'ordre cérémoniel. C'est ici moins le contenu des repas que le dispositif rituel qui informe sur la cour papale. La dixième participation voit dans l'étiquette de cour du XVI^e siècle espagnol un écrin au corps royal où se rejoue la dialectique de l'humanité princière (par l'intimité) et de la souveraineté (par la mise en scène de la majesté). Le comportement de la reine d'Espagne Élisabeth de Valois, dans les premiers temps de son mariage, trahit son origine française dans son rapport au corps, et en particulier au contact physique avec les grands de la cour, en décalage avec les usages espagnols. Enfin, une ultime contribution traite des mascarades à la cour des Tudors, auxquelles participent les souverains anglais jusqu'au règne d'Elizabeth I^{re}. Devenus plus rares à la fin du XVI^e siècle, réalisées sans la reine mais devant elle, elles construisent la radicale altérité de la personne royale au sein de la cour.

La conclusion tente de rassembler les fils de ces différentes approches en proposant de retenir, à partir de cet « objet de multiples discours », un « idéal type de la cour associant un espace, un milieu social et un cérémonial ». La délimitation est vaste ; elle aide à intégrer toutes les études, à condition de ne définir ni l'espace ni le milieu, ni même la nature (profane, sacré, domestique, politique, etc. ?) du cérémonial. Car la difficulté tient précisément au regroupement, sous une même définition, d'univers très variés qui se concentrent cependant autour de deux périodes, l'Empire romain d'une part, les XV^e-XVI^e siècles d'autre part. Ce grand écart chronologique permet de questionner à nouveaux frais le cérémonial de cour mais ne facilite guère la synthèse. La cour apparaît ainsi comme une « institution à géométrie variable » dont se dégagent « plusieurs évolutions », où « toutes les configurations d'instrumentalisation politique sont possibles », selon un « foisonnement des logiques d'imitation » (p. 199-201). Quant à la permanence des cérémonies, elle tient à une « réélaboration de leurs significations » (p. 202), de sorte que l'instabilité semble être la règle de ce qui constitue l'objet même du livre. Pourtant, des dynamiques de changements sont à l'œuvre, à suivre les propositions finales, et il y a là une progression qui n'est pas absolument en phase avec les enseignements de la longue durée. Comment, en effet, interpréter la première contribution, qui insiste sur le précédent républicain dans les pratiques cérémonielles impériales, si « les cours de l'époque moderne se caractérisent par leur capacité à produire de véritables systèmes cérémoniels en retravaillant la forme et le sens des rituels hérités » ? L'hypothèse de cérémonies auliques formulée dans le huitième article à propos du quotidien de l'empereur ne résiste pas davantage à une conception de la modernité qui place « les rituels dans une synergie inédite, laquelle

intègre encore plus étroitement les divertissements à la vie de cour» (p. 202). Ce sont là les limites d'un exercice qui retrace un parcours sur la base d'analyses finalement très disparates. L'intérêt de l'ouvrage tient alors davantage à la richesse de chacune des contributions, lesquelles, dans leurs domaines respectifs, sont bien documentées et livrent des informations de qualité.

Fanny COSANDEY
EHESS, CRH (UMR 8558)

BENOIST PIERRE,
*La monarchie ecclésiastique. Le clergé de cour
en France à l'époque moderne,*
Seyssel, Champ Vallon, 2013, 460 p.,
ISBN 978-2-87673-883-6

Dès sa parution en 2013, ce livre est appelé à jouer un rôle important pour l'histoire religieuse et politique française de l'époque moderne. Benoist Pierre y a soumis le clergé de cour, principal pilier de la monarchie sacrale et administrative, à une analyse

diachronique mettant l'accent sur l'évolution qu'il connut aux XVI^e et XVII^e siècles. Composé de la maison ecclésiastique du roi (la Chapelle), avec à sa tête le grand aumônier de France suivi des confesseurs et des prédicateurs de la cour, ainsi que des «prélats d'État» (C. Michon) appartenant au Conseil du roi, ce clergé aulique fut un groupe bien identifié, distingué du reste de la cour. Son identité socioculturelle propre le situa entre les ecclésiastiques «hors cour» et les courtisans. Ces clercs auliques furent dispensés de résidence et de certaines restrictions de l'état ecclésiastique : on les autorisa par exemple à porter la barbe (interdite par le droit canon), et ils s'investirent dans le service politique et religieux du prince, en faveur de la monarchie centralisée, dans les domaines de la finance, de la justice et de la diplomatie. Évitant les lourdeurs d'une étude prosopographique, le livre envisage l'action collective d'un groupe bien défini, entre l'âge d'or du clergé de cour (1480-1560), les temps de crises sur fond de conflits fondamentaux (1560-1610) et la période des cardinaux-ministres (1615/1617-1661), apogée d'une monarchie ecclésiastique que d'aucuns voulaient renouveler après la disparition du Roi Soleil, en se heurtant cependant aux oppositions réunies des forces jansénistes et gallicanes.

Élément important de la construction de l'«État moderne» en France et ailleurs, puisque délié des liens féodaux et vassaliques, le clergé de cour dépendait uniquement du roi. Louis d'Amboise sous Charles VIII et Georges d'Amboise sous Louis XII inaugurèrent en quelque sorte ce nouveau modèle du prélat de cour, se partageant entre le Conseil et la Chapelle royale. Sous le règne de François I^{er}, une génération de clercs mus par l'évangélisme humaniste d'Érasme entendit faire de la cour un levier pour réformer l'État et l'Église. Or le grand cataclysme des guerres de Religion fragilisa la position du clergé de cour, notamment après le coup de force d'Henri III qui fit assassiner «monstrueusement» le cardinal de Guise au château de Blois en décembre 1588, portant ainsi un coup fatal à la monarchie ecclésiastique du temps des Valois. L'épisode éphémère du cardinal-roi Charles X (Charles de Bourbon, cardinal de Vendôme), à la suite de l'assassinat d'Henri III, montra bien à quel degré fut troublé l'équilibre des relations entre la monarchie et son clergé de service.

Après 1590, le clergé de cour s'est recomposé autour d'un projet à la fois politique et religieux : convertir le nouveau roi Henri IV et sa cour au catholicisme. L'attitude conciliante du Bourbon permit le ralliement du clergé au monarque et la refondation de l'Église de cour. Cependant, la restauration de la monarchie ecclésiastique fut poussée

plus loin. Lors des états généraux de 1615, l'évêque de Luçon, Richelieu, demanda le rétablissement du clergé dans ses premiers honneurs, faisant sien le concept d'une reconquête des conseils par les prélats, éloignés du centre de décision sous le règne d'Henri IV. Installé au cœur du pouvoir royal, à partir de 1624, le cardinal-ministre bénéficia d'un choix stratégique de Louis XIII qui s'était résolu à accorder la priorité à un membre éminent du clergé afin de centraliser la relation à l'Église. En effet, Richelieu entendait incarner la figure idéale du clergé aulique. Le cardinal se référait volontiers à l'un des grands personnages historiques de l'Église de cour, Georges d'Amboise, qu'il appréciait tout particulièrement et dont il fit rédiger une apologie par son historiographe Jean Sirmond. Ce livre, sorti en 1631, chanta les louanges de la monarchie ecclésiastique rétablie et du ministre Richelieu ; dont les grandes qualités illustreraient à merveille cette tradition française mettant les plus éminents représentants du clergé au service de l'État.

La période de splendeur, sous les ministères de Richelieu et de Mazarin, fut aussi celle qui souleva d'une manière fondamentale la question de l'agencement du politique et du religieux. Face à Richelieu, adversaire résolu des dévots et allié des puissances protestantes contre les Habsbourg, et face à Mazarin qui, d'après son biographe Antoine Aubéry (1688), ne fut bon chrétien qu'au moment de sa mort, une bonne partie du clergé remit en cause le sacerdoce d'État ostentatoire des deux ministres. Après la mort de Mazarin, le moment était venu de procéder à un recentrage de l'action politique du clergé aulique sur des objectifs religieux et spirituels. Le roi aurait-il seul profité de la monarchie ecclésiastique au détriment de l'Église ? L'exemple du cardinal de Coislin, évêque d'Orléans depuis 1665 et grand aumônier de France, est assez révélateur dans ce contexte. Ce grand prélat réformateur voulait agir dans le cadre de son diocèse, mais pas dans celui de la cour, l'espace aulique restant très éloigné de ses préoccupations pastorales. Après la mort de Louis XIV, un vaste travail de légitimation est entrepris pour remettre en valeur le rôle de l'Église de cour dans les siècles passés et pour éclairer l'action des grands cardinaux-ministres. L'abbé Louis Legendre publia sa *Vie du cardinal d'Amboise* (1724) et le père jésuite Charles Fleury éditait une *Histoire du cardinal de Tournon, ministre de France* (1728), en emboîtant le pas à l'abbé Louis Archon, chapelain du roi et auteur d'une *Histoire de la Chapelle des rois de France* (1704-1711). Ces publications de tendance apologétique contribuèrent à ce que le ministériat d'un prélat demeurât une option politique tout au long des règnes de Louis XV et de Louis XVI. Le rôle des cardinaux Dubois, Fleury ou Loménie de Brienne est instructif à cet égard. Or le dernier avait déjà dû se retirer du pouvoir en France, lorsqu'il fut élevé au cardinalat en décembre 1788. Il est très souhaitable que le clergé de cour du XVIII^e siècle soit également soumis à l'excellente grille d'analyse appliquée dans l'ouvrage de B. Pierre.

Une telle étude permettrait de connaître encore mieux cette cléricature de service qui a joué un rôle si important dans l'histoire des rapports de pouvoir et des modes de gouvernement de la France à l'époque moderne. Qui plus est, l'historiographe de Richelieu, J. Sirmond, a déjà insisté sur le fait que la plupart des rois d'Europe s'étaient constamment entourés, depuis la fin de l'époque médiévale, d'éminents prélats pour s'occuper de leurs affaires. Par conséquent, l'étude comparative du clergé de cour en Europe, depuis la fin du Moyen Âge, serait un sujet de recherche digne de l'attention des historiens.

ELEONORA CANEPARI,*La construction du pouvoir local.**Élites municipales, liens sociaux et transactions économiques dans l'espace urbain:**Rome, 1550-1650,*

Rome, École française de Rome, 2017, 399 p.,

ISBN 978-2-7283-1159-0

C'est en s'inspirant des approches de l'anthropologie politique et notamment du concept de *big man* qu'Eleonora Canepari s'interroge sur les modalités de construction du pouvoir au niveau local. Comment certains individus se constituent-ils un statut d'«homme illustre», gagnant l'autorité et la confiance nécessaires à l'exercice des fonctions politiques? Dans la lignée de la *microstoria*, elle s'intéresse aux liens sociaux créés à l'échelle locale entre les élites romaines et les franges inférieures de la population (artisans, petits commerçants, domestiques, journaliers, etc.), qui apparaissent fondamentaux pour lancer et maintenir des carrières municipales. En effet, la reproduction du pouvoir ne s'effectue pas uniquement «grâce à la transmission d'un statut et grâce à un système de relations avec les hautes sphères du pouvoir central» (p. 22). Mobilisant l'analyse de réseaux et les concepts liés au pouvoir relationnel, elle envisage le patronage comme un système de contrôle et de distribution de ressources matérielles et immatérielles qui servent à construire et développer un capital relationnel.

Après une riche introduction qui présente les acquis anthropologiques et historiques sur la nature relationnelle du pouvoir, l'autrice montre l'importance des fonctions de médiation, garantie ou recommandation que peuvent assurer les notables et la considération sociale qui leur est liée. L'élite municipale romaine est une élite ouverte et la compétition pour l'accès aux charges est importante à l'intérieur des quartiers (*rioni*). Les enjeux liés à l'accession au Capitole sont à la fois symboliques et matériels à travers la gestion de certaines ressources. Après avoir présenté le système électoral, E. Canepari produit une étude statistique des charges municipales (*caporioni, imbussolatori*, conservateurs, etc.) fondée sur près de 20 000 enregistrements qui concernent environ 5 500 individus et 2 200 familles. Les modèles relationnels qui unissent les familles nobles aux quartiers apparaissent alors très diversifiés. Dans le *rione* de Sant'Angelo, contrôlé par la puissante famille Mattei, le pouvoir apparaît extrêmement concentré aux mains d'un nombre restreint d'individus tandis que dans celui de Trastevere, plus populaire, l'ouverture est majeure mais n'empêche pas la permanence de certaines familles. Un changement d'échelle est ensuite opéré pour envisager les structures topographiques du pouvoir local, passant des *rioni* aux *monti*, ces îlots et complexes immobiliers centrés sur le palais. Héritées des modèles résidentiels médiévaux et remodelées à la Renaissance, de telles configurations immobilières sont toujours visibles aux XVI^e-XVII^e siècles et particulièrement manifestes dans le cas des Mattei ou des Cenci. Même lorsqu'elles sont moins évidentes, les résidences sont souvent entourées d'un immobilier locatif qui joue un rôle essentiel pour alimenter les réseaux clientélares à travers la fourniture de logements et de boutiques. L'étude des contrats de location permet alors de suivre le parcours de certains locataires qui s'intègrent dans ces systèmes de voisinage. Le palais lui-même constitue la résidence d'une *familia* nombreuse avoisinant ou dépassant souvent la centaine d'individus. Il constitue un système relationnel dans lequel cohabitent membres de la famille et domestiques à travers une structure architecturale dérivée de l'*insula* latine et organisée en appartements. Les deux derniers chapitres s'avèrent particulièrement intéressants. Confirmant l'encastrement social des relations économiques, dans la lignée des travaux de Polanyi et Granovetter, ils montrent que les investissements des élites ne

suivent pas uniquement des critères de rationalité économique mais obéissent aussi à des logiques de prestige, de pouvoir, d'influence et de réputation. L'autrice croise les profils patrimoniaux (terriens, immobiliers urbains, etc.) avec les origines familiales (baronales ou patriciennes) et la présence au Capitole, montrant les corrélations entre ces données. La détention de ressources économiques participe du prestige de l'homme illustre qui peut les redistribuer auprès de ses clients, qu'il s'agisse de la location de logements et de boutiques, de la vente de produits agricoles, d'emplois sur ses terres ou dans sa maisonnée. Pour saisir les phénomènes de patronage et de clientélisme, E. Canepari n'a pas utilisé les traditionnelles correspondances qui renvoient surtout aux relations élitaires. Dans le monde populaire, l'accès à l'écrit demeure limité et il faut tenter de saisir ce qui relève de relations orales voire du non-dit, de l'implicite. Les rapports de patronage n'apparaissent que de manière indirecte à travers l'inscription dans le temps et dans l'espace des transactions économiques, qui permet de percevoir leur « encastrement » dans les relations sociales. Trois indices le démontrent : la longue durée, la superposition des rôles (un voisin qui est aussi client ou créancier, etc.) et la présence d'intermédiaires. La fidélité peut ainsi se percevoir à travers la récurrence des contrats entre deux mêmes acteurs, par la durée de leurs transactions qui les font accéder au statut de fournisseur et client privilégiés. En se focalisant sur certaines formes de contrats, tels le *mutuo* et la *compagnia d'ufficio*, plus aptes à saisir les relations entre les nobles et les artisans ou commerçants, l'autrice confirme l'importance bien connue du crédit dans les sociétés d'Ancien Régime, où les disponibilités numéraires sont rares. Comme L. Fontaine l'avait déjà souligné, la dimension morale irrigue l'économie. Un boutiquier fait ainsi crédit à son client noble et se « rembourse » au moment de la récolte en acquérant celle-ci sans avoir rien à déboursier, tout comme l'employeur ne paye jamais la totalité du salaire d'un domestique, ce qui constitue pour celui-ci la garantie de ne pas perdre son poste. Grâce au livre de compte de Tarquinio Santacroce, E. Canepari réalise une analyse particulièrement stimulante d'un réseau de crédit, montrant comment les prêts s'enchevêtrent dans les rapports de commerce, emploi, parenté, la vente ou la location d'immeubles, les services rendus (par exemple, faire sortir un frère de prison). Ce réseau met en évidence l'existence d'intermédiaires qui portent l'argent ou mettent simplement en relation les deux parties. La pratique des paiements mixtes, une partie en argent et une partie avec la force de travail ou le produit des boutiques, ainsi que l'échelonnement des paiements dans le temps contribuent à renforcer les liens de fidélité. Le réseau de la famille Velli est saisi à travers les transactions économiques qu'elle effectue et les alliances matrimoniales qu'elle tisse avec d'autres familles de l'élite municipale entre 1542 et 1640. Il révèle que la géographie des échanges commerciaux n'est que partiellement déterminée par les fonctionnalités économiques de la ville : le facteur relationnel, lié à l'ancrage local dans le quartier de Trastevere, apparaît prépondérant. Le circuit de clients, locataires, créanciers, domestiques qui habitent et travaillent dans le quartier constitue en effet la base du pouvoir local de la famille, qui repose sur la possession d'un patrimoine immobilier et de productions agricoles, objet de transactions avec de petits commerçants du quartier. Le réseau local construit et certifie la qualité d'« homme illustre » qui permet d'accéder aux charges municipales, officialisant à leur tour ce statut. L'élection au Capitole n'est ainsi que la confirmation d'un statut social acquis sur le terrain par l'exercice de la médiation et la distribution des ressources locales.

L'ouvrage d'E. Canepari apparaît donc remarquable à bien des niveaux et d'abord d'un point de vue méthodologique. La diversité des sources mobilisées lui permet

de saisir des acteurs sociaux souvent en retrait : documents judiciaires et notariaux, comptabilités familiales et états des âmes font émerger les transactions économiques et les diverses formes de relations existant entre les individus. L'approche comparative du cas romain avec d'autres réalités géographiques (notamment génoise) et l'effort pour replacer les phénomènes dans une perspective de longue durée enrichissent l'étude. L'entreprise de *microstoria* n'exclut pas un important travail statistique sur les offices urbains publié dans les annexes sous forme de listes, car l'autrice est bien consciente que seule cette approche permet d'évaluer la représentativité des phénomènes. La pratique de l'analyse de réseaux éclaire l'imbrication des diverses relations qui s'articulent autour d'un homme illustre. Leur dimension personnelle apparaît au travers des réseaux d'embauche qui se forment à partir d'un premier ouvrier et conduisent ensuite à ses parents ou voisins. L'ouvrage comporte aussi des pages éclairantes sur les relations entre les domestiques et leur patron, qui peuvent aller de la complicité dans l'exercice de jeux et de violences à une familiarité et une solidarité économique qui fonctionnent dans les deux sens. Le noble peut ainsi se porter garant pour les domestiques dont il est le plus proche, les soigner en cas de maladie, s'occuper de leur enterrement, tandis que le domestique ne réclame le paiement de son salaire qu'en cas de besoin. Mais E. Canepari s'inscrit aussi dans une histoire urbaine attentive à la matérialité de l'espace et aux effets de la variation des échelles. Passant de la ville aux *riioni* et aux *monti*, elle produit des cartes sur les complexes résidentiels des différentes familles qui permettent de mieux saisir les systèmes de voisinage et la « mixité sociale » des XVI^e et XVII^e siècles.

Albane COGNÉ
Université de Tours

THIERRY ALLAIN,
Le déclin d'une ville maritime hollandaise.
Enkhuizen au XVIII^e siècle,
Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires
du Septentrion, 2015, 346 p.,
ISBN 978-2-7574-0852-0

Même si son titre positionne immédiatement ce livre du côté de l'histoire urbaine et économique, il serait fort regrettable de l'y cantonner. Car en construisant en « objet-problème » (p. 22) l'articulation entre le déclin et l'identité d'un port du Zuiderzee – cette mer intérieure ouverte sur la mer du

Nord – Thierry Allain produit aussi, et de façon fort convaincante, l'histoire socio-culturelle et politique d'une communauté néerlandaise aux XVII^e et XVIII^e siècles. Alors que le déclin de cette ville située à l'extrémité orientale de la Frise occidentale avait déjà beaucoup intéressé les chercheurs néerlandais, l'historien français propose un changement de paradigme en s'intéressant aux implications de ce déclin, au « lien entre l'expérience de ces phénomènes [de déclassement économique] par la communauté urbaine et son identité propre » (p. 21). Sa réflexion se déroule en trois étapes : après une analyse du processus de déclin, ce sont les recompositions qui ont pu affecter la ville et sa communauté d'habitants, puis son identité collective, qui sont étudiées.

Apportant sa contribution à notre connaissance du repli économique de cette ville importante du nord des Provinces-Unies, T. Allain entreprend d'abord de qualifier chronologiquement, quantitativement et qualitativement le processus commencé dans le dernier tiers du XVII^e siècle, dévoilant ainsi les transformations sociales subies par la ville. La perte de vitesse et le recul de la profitabilité de la pêche

harenguière – activité à l'origine de l'essor du XVI^e siècle – doublés du déclin du commerce maritime, à l'exception du commerce asiatique de la VOC, ont déséquilibré la composition de la ville: réduction de l'ampleur et de l'attractivité démographiques, essor des classes moyennes et consolidation financière du patriciat. Au XVIII^e siècle, les habitants d'Enkhuizen sont ainsi moins nombreux, moins allogènes et plus riches car l'aisance est mieux partagée. L'auteur explique ainsi un paradoxe fondamental pour la dimension politico-culturelle de son analyse: le déclin économique de la ville s'est accompagné de l'enrichissement d'une partie de la population. Il déconstruit ensuite, dans la diachronie, la représentation du déclassement urbain. Comme on pouvait s'y attendre, des décalages apparaissent entre la réalité et l'image de la cité, nés de la porosité entre les discours produits par les habitants et par les voyageurs de passage. Tandis que les difficultés économiques sont unanimement signalées – bien que les étrangers soient les seuls à en cibler sérieusement les causes – la vocation maritime du port du Zuiderzee n'est quant à elle jamais entachée, lui permettant de conserver une certaine attractivité régionale.

De manière à évaluer les transformations connues par la ville et ses habitants, T. Allain se concentre sur trois objets: l'organisation sociale de la cité, la cohésion de la communauté urbaine, son territoire et l'appropriation de celui-ci par la population. Enkhuizen au XVIII^e siècle apparaît comme une communauté bouleversée: plus réduite et moins attractive, moins sous l'emprise de la mer et des activités halieutiques, elle se trouve secouée jusque dans la vie quotidienne de ses habitants. Émerge une société de l'entre-soi marquée par l'apparition de groupes parfois antagonistes, la communauté se trouvant davantage compartimentée sous l'effet de l'aristocratisation des régents, de la mise sous tutelle des pauvres, et d'un renforcement du cloisonnement confessionnel. De tels processus sociaux ne sont pas inédits dans les Provinces-Unies du XVIII^e siècle, globalement touchées par un déclin économique. Toutefois, l'auteur montre comment, à Enkhuizen, l'ampleur et la pluralité de la crise ont favorisé une relative sobriété des élites et le maintien de rapports pacifiés entre les confessions, plus rares à l'échelle nationale. D'un point de vue urbanistique, la ville subit également des mutations. S'il n'y a pas de changement de fonction de la cité, le déclin s'exprime néanmoins par une réelle désurbanisation et un repli autour du centre historique, notamment du nouvel hôtel de ville. Grandiose et très coûteux, le bâtiment, dont la construction a débuté en 1686, s'impose dans l'analyse de T. Allain comme un lieu d'«autocélébration de la gloire d'Enkhuizen» (p. 181). Élaboré par ses édiles, il semble être davantage le témoignage d'une angoisse quant au véritable destin de la ville, que le signe d'un renouveau à venir. Cette question des motivations profondes de la construction du nouvel hôtel de ville amorce la dernière étape de la réflexion, consacrée aux liens que la communauté entretient avec sa mémoire et la matérialisation spatiale de celle-ci.

T. Allain entend saisir l'identité urbaine d'Enkhuizen et ses transformations au gré du déclassement de la ville. Premier pilier de cette identité urbaine, le hareng demeure un marqueur incontournable du port au XVIII^e siècle. Il est même réinvesti par une part des élites (au-delà des seuls pêcheurs) qui y voient un symbole utile à la défense de la cohésion de la communauté tout entière. La ville, dont les armes représentent une vierge et trois harengs d'argent sur fond d'azur, est ainsi le lieu d'une distorsion de plus en plus forte entre le poids économique réel du poisson nourricier et la place accordée à celui-ci dans l'univers culturel et symbolique urbain. De façon exemplaire, les édiles maintiennent pendant toute la période leur fort investissement

dans la réglementation nationale de la pêche, tandis que les cérémonies encadrant la harengaison se perpétuent et sont même dotées d'une fonction civique de plus en plus marquée. L'auteur analyse en détail une fête civique – la commémoration, le 21 mai 1772, du bicentenaire du soulèvement de la ville contre le pouvoir espagnol – de manière à saisir si cet événement conserve sa fonction initiale ou est détourné au profit d'un effort de reconstruction identitaire en période de crise. Or, s'il n'y eut pas de réécriture radicale du récit urbain, l'historien montre comment, en 1772, le passé fut instrumentalisé par les élites pour réaffirmer le rôle de la ville dans l'histoire nationale, tenir à distance le déclassement et renforcer la cohésion communautaire. Cet effort de régénération de l'identité urbaine par ses notables s'observe également dans le processus d'identification de la ville à un bastion orangiste – bien que le parti des princes d'Orange connaisse alors des crises successives. Or, T. Allain montre comment les discours pro-orangistes sont surtout le signe d'une fracture grandissante au sein de l'identité urbaine. Tandis qu'une bonne partie de l'élite dirigeante conserve son affection et sa fidélité à la maison d'Orange, proclamées dans une rhétorique assez largement surjouée à des fins de distinction vis-à-vis des villes voisines, le peuple d'Enkhuizen – comme ailleurs aux Provinces-Unies – se montre déçu par la politique des stathouders qu'il soutient de moins en moins. Ce dernier chapitre rend ainsi particulièrement sensible la question, présente en filigrane dans tout l'ouvrage, de la distorsion entre la posture publiée par la communauté urbaine et les sentiments profonds de la population. Finalement, au XVIII^e siècle, c'est une restructuration qui s'observe dans la ville du Zuiderzee, davantage qu'un simple déclin.

Tout au long d'une analyse alerte, l'auteur réussit le pari d'allier la clarté de la démonstration à une exigence méthodologique et à une critique avisée et minutieuse de ses sources. Le lecteur français sera sans doute particulièrement sensible à l'ouverture que son livre propose sur l'historiographie néerlandaise, remise avec soin en perspective dans un panorama international; et c'est avec bonheur que cette ouverture rejaillit sur l'objet d'étude. Car dans cet ouvrage, Enkhuizen n'est jamais un point isolé: comparée sans cesse à d'autres villes néerlandaises ou européennes, la cité de la vierge au hareng apparaît à la fois comme le témoignage de spécificités culturelles hollandaises et le reflet de grandes évolutions européennes.

Marion BRÉTÉCHÉ
Université d'Orléans, POLEN (EA 4710)

GUENIÈVRE FOURNIER-ANTONINI,
Barcelone, Gênes et Marseille.
Cartographies et images, XVI^e-XIX^e siècle,
Turnhout, Brepols, 2012, 863 p.,
ISBN 978-2-503-54492-2

S'appuyant sur un corpus de plus de 1 100 images de ces trois ports méditerranéens, Guenièvre Fournier-Antonini s'intéresse à leurs processus de production, à leurs usages ainsi qu'à leur réception et à leur influence sur les conceptions graphiques et mentales de la ville.

Ces plans et vues, collectés en Europe et aux États-Unis, se présentent sous des formes variées: feuilles diffusées sur le marché de l'estampe, plans ornant les galeries cartographiques ou édités dans des atlas, cartes militaires ou plans d'aménagement urbain. Trois éléments principaux soulignent la dimension novatrice de ce bel ouvrage: d'abord l'approche comparative, habilement menée, qui croise les images de ces trois villes, diverses par leur contexte politico-institutionnel mais similaires par leurs sites portuaires; ensuite le choix de la longue durée qui conduit

de l'invention de l'« image urbaine » au XVI^e siècle au « grand remaniement de l'imagérie » (P. Francastel) avec l'émergence de la photographie panoramique et de la cartographie de masse au XIX^e siècle. L'ampleur du cadre chronologique permet ainsi d'envisager les dynamiques à l'œuvre (émergence de nouveaux modèles, permanence de certaines images, coexistences) et d'élaborer le concept d'une « cristallisation » des images cartographiques : l'existence d'une image dominante qui propose une forme visuelle de la ville et s'affirme comme son « référent iconographique ». Enfin, la pertinence et l'ampleur des questionnements portent de l'histoire de l'édition et des pratiques de lectures à celle des représentations, de l'histoire des pouvoirs à l'histoire urbaine, abordant le plan comme objet autonome, accompagnateur du rapport à la ville, sans négliger sa dimension anthropologique.

Les trois premiers chapitres portent sur les évolutions des représentations urbaines, des cosmographies humanistes de la Renaissance aux plans géométraux qui se développent à partir de la fin du XVII^e siècle. Cette croissance des plans géométraux s'effectue à des rythmes différents selon les villes et est tout autant la conséquence des nouveaux usages des administrateurs urbains que celle des nouvelles pratiques éditoriales. Elle est à relier à l'attention croissante pour l'organisation urbaine, aux enjeux de circulation, de densité et de dissociation fonctionnelle des espaces. Ces plans matérialisent les conceptions urbanistiques, deviennent une aide au déplacement et à la localisation mais servent aussi de supports aux analyses et projets d'urbanisme. L'étude comparée des processus de mise en image souligne l'affirmation d'une identité graphique propre à chacune des trois villes, qui est fonction des particularités locales (topographie, contexte politique, etc.) et des formes de mise en image (perspectives, vues à vol d'oiseau, cavalières, plans géométriques et profils), mais elle montre aussi la spécificité de l'iconographie des ports méditerranéens face aux ports nordiques. Un processus de « cristallisation de l'image cartographique » émerge au sein de ces représentations, diversifiées par leurs formats, techniques et supports mais aussi par leurs fonctions et usages (instrument de pouvoir ou de gestion urbaine, outil stratégique pour les militaires ou de repérage pour les voyageurs et habitants). La typologie des images ne correspond pas à celle des pratiques ou des productions et un même plan peut d'ailleurs répondre, dès l'origine, à diverses logiques. Si l'actualisation de la représentation est essentielle dans certains cas, la volonté de conserver une image emblématique de la ville peut être déterminante dans d'autres. La coexistence des différentes images montre que les évolutions ne sont pas linéaires et que les nouvelles ne remplacent pas forcément les anciennes. Ce constat d'une « logique d'images » aboutit finalement à relativiser les considérations liées à l'avancée des techniques de représentation ou de mesure sans nier l'importance des circulations qui peuvent engendrer des interactions entre les images.

Le lien entre les images urbaines et le pouvoir est ensuite abordé par l'ouvrage qui se focalise successivement sur le rôle des pouvoirs princiers puis des pouvoirs urbains dans leur commande et leur réalisation. Au service des stratégies de prestige et d'apparat, l'image urbaine s'expose dans des galeries cartographiques ou des séries de tableaux, tels ceux de Joseph Vernet sur les ports français. Elle célèbre les batailles victorieuses mais se fait aussi instrument stratégique au service des tactiques militaires. Pour les autorités municipales, le plan constitue un outil de contrôle de la forme urbaine ou d'étude d'un projet d'aménagement. Ces usages placent les images urbaines au cœur des rivalités qui peuvent opposer les pouvoirs municipaux et le

pouvoir royal sur certains choix d'aménagement urbains. Peu à peu, le plan devient également un outil pour la gestion courante de la ville, ce qui suppose l'actualisation constante de l'instrument face aux changements rapides des espaces urbains au XIX^e siècle. Les nombreux exemplaires du plan de Marseille de Pierre Desmarests (1808), destinés aux divers services de la ville, en témoignent.

L'étude des contextes de production des plans s'inscrit dans une histoire de l'édition cartographique. Les rythmes et les lieux de production sont l'objet de graphiques qui comparent la situation des trois villes, tandis qu'une analyse intéressante met en perspective les productions locales par rapport à celles des grands centres européens. L'autrice évalue l'influence des programmes éditoriaux, tels les atlas, sur la mise en image d'une ville et les possibles effets d'homogénéisation liés à la concentration des productions cartographiques dans certains ateliers spécialisés. Paris, Londres, Amsterdam mais aussi Venise et Augsbourg font figure de pôles européens de la production cartographique, tandis qu'émergent des réseaux au sein desquels circulent plaques et modèles, montrant que ces productions sont le résultat d'échanges et de négociations. Les liens qui parcourent ces réseaux peuvent être professionnels (apprentissage, collaborations ou associations) ou familiaux (mariages ou parrainages) et contribuent à l'adoption d'une mise en image commune. Mais les formes d'homogénéisation des images progressent lentement et ce n'est qu'au XIX^e siècle que la cohésion éditoriale s'affirme et influe sur l'image urbaine. Face à ces pratiques internationales, les productions locales ne se distinguent pas véritablement et ne sont que rarement érigées en modèles, mais elles participent tout de même à l'évolution des modalités de représentation et au développement des usages de plans. L'analyse comparée des pratiques éditoriales permet ainsi de comprendre l'impact des foyers de production sur les représentations de chaque ville, mettant en évidence le poids des logiques et des enjeux du marché éditorial mais aussi le rôle des circulations humaines à l'échelle internationale, comme le montrent les libraires français de Gênes.

Les deux derniers chapitres s'interrogent sur les usages et réceptions de ces représentations, notamment à travers les guides et récits de voyage, et sur leur rôle dans la construction d'un imaginaire urbain. G. Fournier se tourne vers les usages privés du plan de ville par le voyageur ou l'habitant. S'appuyant sur les textes qui soutiennent l'image avec l'existence de légendes et de renvois s'enrichissant au fil des rééditions, elle souligne la lente et tardive évolution des procédés de lecture du plan. Ce n'est en effet qu'au XIX^e siècle que se mettent en place des usages pratiques spécifiques accompagnés de nouvelles modalités d'accessibilité, telles les tables de renseignements. Les récits de voyage permettent d'envisager l'évolution des perceptions de l'image urbaine, ses usages et ses apports. Dans quelle mesure les plans et vues que le voyageur a consultés ont-ils conditionné sa représentation de l'espace urbain lors des préparatifs, des visites ou des remémorations ? Le rôle des représentations dans la construction d'un imaginaire urbain est abordé notamment à travers le thème de la forme urbaine et du point de vue idéal. Si les plans et vues ont une influence sur l'interprétation globale de la ville, ils ne sont pas déterminants dans le mode d'observation de celle-ci. Même lorsqu'ils sont insérés dans les textes, ils ne coïncident pratiquement jamais avec les écrits ni dans le choix de composition ni dans la mise en valeur des éléments du paysage urbain. En revanche, les récits de voyage « donnent à imaginer » la ville et contribuent ainsi à la construction d'une représentation commune, d'une identité propre à chaque ville. Dans la seconde moitié

du XVIII^e siècle, la fascination nouvelle pour la mer et les littoraux accompagne un phénomène de fractionnement de l'image urbaine. C'est alors que s'installent des représentations stéréotypées pour chaque ville : autour de l'entrée du port de Marseille, de la large baie de Gênes et de l'anse portuaire de Barcelone.

L'autrice fournit enfin, dans de riches annexes (plus de 600 pages) organisées de manière géographique, les notices de tous les plans et vues recensés, mentionnant les différentes éditions des ouvrages dans lesquels l'image a été publiée ainsi qu'une bibliographie. Une vingtaine de représentations pour chacune des trois villes sont publiées à la suite de ces notices. Outre la qualité de l'étude qui l'érige en modèle pour une histoire européenne de la cartographie, l'ouvrage constitue un outil de référence pour tout chercheur qui s'intéresse à l'iconographie de ces ports méditerranéens.

Albane COGNÉ
Université de Tours

HUGO VERMEREN,

Les Italiens à Bône (1865-1940). Migrations méditerranéennes et colonisation de peuplement en Algérie,

Rome, École française de Rome, 2017, 628 p.,
ISBN 978-2-7283-1274-0

Cette étude est bien plus qu'une monographie. De l'exercice du doctorat, elle conserve l'échafaudage des interrogations qui permettent de suivre la construction de l'objet. L'espace laissé par l'éditeur permet de déployer ici une réflexion qui dépasse l'objet annoncé et contribue à repenser la

façon dont sont forgées, réappropriées ou contestées les catégories d'appartenance dans une société algérienne en mutation. À travers le prisme de Bône, principal lieu d'implantation des Italiens en Algérie, c'est ainsi la construction conjointe des identités et de l'État colonial qui se donne à voir dans ses dimensions individuelles, locales, nationales et internationales, grâce à un important travail dans des archives en partie inédites en Italie, en France et en Algérie. Celles-ci incluent notamment les dossiers de naturalisation, les listes électorales ou encore les archives consulaires italiennes. Cette étude vient ainsi utilement compléter le travail de J.-J. Jordi sur les Espagnols dans la région d'Oran (*Les Espagnols en Oranie, 1830-1914*, Montpellier 1986).

L'auteur procède par décroissements et spirales. Décloisonnement chronologique d'abord, qui montre comment la colonisation se surimpose à une présence italienne antérieure, liée aux migrations saisonnières et à l'économie de la pêche et du corail : dans la première décennie du XIX^e siècle, près de 40 % de la flotte livournaise opère au Maghreb. Ces « mobilités périodiques » ou « viagères » sont des entreprises complexes marquées par des installations provisoires sur le littoral nord-africain et nécessitant jusqu'à deux mois cumulés de préparation pour le départ et l'arrivée. Elles reposent sur un découplage entre l'espace du travail – celui de la mer et du littoral entre Italie et Maghreb – et la concentration des capitaux dans les villes italiennes. L'analyse de ces parcours, qui relie l'est de la Régence d'Alger et le nord de la Tunisie à des villages et îles de Ligurie, de Campanie, de Sardaigne ou du Latium, permet de réinsérer Bône au sein d'un espace d'interlittoralités corallières et halieutiques. Si les réseaux du corail entre Méditerranée et océan Indien au XVIII^e siècle étudiés par F. Trivellato (*Corail contre Diamants*, Paris 2016) ne sont pas explicitement mentionnés, ce travail fait apparaître leur pendant pauvre, constitué de communautés réduites, dont les traces sont aujourd'hui fragmentaires. La prise de Bône par l'armée française en 1832 consolide et diversifie la position de ces acteurs. Leur maîtrise du

corail, principale ressource côtière, leur permet de maintenir sur cette activité un « quasi-monopole jusque dans les années 1860 », tandis que leur connaissance des lieux en fait des intermédiaires entre la nouvelle autorité et la population, position qu'ils exploitent pour développer la contrebande.

Hugo Vermeren montre ensuite comment, dans la politique coloniale, la question des nationalités est liée, dans la seconde moitié du siècle, à l'inflexion d'un libéralisme économique qui n'empêche pas l'affirmation d'une politique de « préférence nationale » visant à franciser les pêcheurs pour en contrôler l'activité. Il souligne notamment la part des considérations pragmatiques qui conduisent à une « législation générale sur l'immigration européenne en Algérie encore mal connue, en particulier pour la période de la III^e République ». L'élément économique y est dominant, depuis la circulaire du 30 août 1838 qui permet aux aspirants colons de bénéficier de voyages gratuits depuis Toulon – mais pour laquelle le gouvernement manque de fonds – jusqu'à la crainte de voir les ressources halieutiques et corallières détournées au profit de l'Italie. À une période qualifiée de « libérale » en matière d'immigration, mais qui recouvre en réalité des tentatives de sélection sociale des colons, succède ainsi à partir de 1871 le temps de la « francisation » accélérée qui, après le sénatus-consulte de 1865, passe par l'éviction des étrangers des instances politiques locales, la loi Warnier de 1873, les mesures de naturalisation commencées par la loi de 1889 et les lois sur le service militaire. À partir des dossiers de naturalisation, H. Vermeren montre comment la qualité de français devient de plus en plus indispensable pour pouvoir exercer la pêche, modifiant la position et les stratégies économiques des acteurs.

Pour cela, l'auteur opère par un jeu d'éloignements et de rapprochements. En s'intéressant au cadre général des politiques de naturalisation, il renouvelle l'historiographie des identités coloniales, montrant comment l'Algérie devient un terrain d'expérimentation de catégories administratives qui la différencient de la métropole : l'administration locale cherche ainsi à distinguer les « Français de souche » des « naturalisés », introduisant des distinctions qui expriment les craintes envers une population italienne à la fois recherchée et mal acceptée, dans un contexte de croissance de la xénophobie (ce qui n'empêche pas qu'un enfant d'Italiens naturalisés puisse être catalogué comme « Français de souche »). Un des principaux apports de cette étude est ainsi de restituer la grande latitude laissée dans l'application de ces politiques aux échelons locaux (gouvernorat et municipalités), contribuant à l'hétérogénéité de la politique coloniale sur le terrain.

H. Vermeren soumet ensuite le jeu des catégorisations administratives à l'épreuve non seulement de l'espace de la ville de Bône, mais aussi de la rue et de l'immeuble. La finesse de ces échelles permet de différencier la mixité apparente, souvent mythifiée, de la coexistence sans réelle perméabilité de petits groupes cimentés par une origine commune. On peut regretter toutefois que le manque de sources ne permette pas d'en savoir davantage sur la nature des relations entre Italiens et « indigènes », au-delà des clichés du temps sur leur mépris mutuel, et informe peu sur les processus d'interculturalité, notamment pour la période de l'entre-deux-guerres. Un des effets de cette lentille d'analyse est en effet de montrer la faible place de la population musulmane, très peu présente dans le champ de vision de ces acteurs lors des débats sur la nationalité et le « cosmopolitisme ». À l'inverse, l'investissement de la politique locale par une notabilité d'origine italienne apparaît clairement. Grâce aux fraudes et à sa position intermédiaire entre Italiens et Français, celle-ci parvient à s'assurer une position hégémonique dans la municipalité, incarnée notamment par le clientélisme

du «système Bertagna» de 1888 à 1903. Ce glissement d'échelles permet, plus largement, d'interroger la catégorie même d'Italien ou d'«Italo-bônois». Si celle-ci apparaît en partie pertinente au début de la période, malgré la diversité des origines et des situations, elle devient ensuite une étiquette mobilisée successivement par les mouvements nationalistes xénophobes et par le gouvernement italien, soucieux de s'assurer le contrôle de cette population sous le fascisme. Les relations entre l'Italie et la France au sujet de l'Algérie, peu abordées jusqu'à présent, montrent comment l'Algérie a pu être un enjeu de la politique méditerranéenne des deux pays dans les années 1930.

Très documenté, précis et minutieux, l'ouvrage de H. Vermeren invite à poursuivre la piste de l'analyse systématique des dossiers de naturalisation. Elle s'impose comme une référence de l'histoire politique, culturelle et économique de la population européenne d'Algérie tout en contribuant à renouveler l'histoire sociale de la colonisation, ce que n'atténuent pas les quelques coquilles ou défauts de lisibilité de certaines cartes.

François DUMASY
Sciences Po Aix

SERGE DEWEL,

Addis-Abeba (Éthiopie).

*Construction d'une nouvelle capitale
pour une ancienne nation souveraine.*

Tome 1. 1886-1936,

Paris, L'Harmattan, 2018, 474 p.,

ISBN 978-2-343-15248-6

Id.,

Addis-Abeba (Éthiopie).

*Construction d'une nouvelle capitale
pour une ancienne nation souveraine.*

Tome 2. 1936-2016,

Paris, L'Harmattan, 2018, 230 p.,

ISBN 978-2-343-15249-3

Depuis la victoire des armées de Menelik II à Adwa en 1896, la représentation de la nation en Éthiopie est sujette aux relectures. La thèse de Serge Dewel l'étudie à partir du patrimoine urbain et monumental d'Addis-Abeba, de la fondation de la capitale en 1886 à 2006. L'auteur fut commissaire de l'exposition «Trente ans qui ont changé l'Éthiopie» en 2017 à l'Inalco. L'ouvrage qu'il publie en deux tomes – l'exil de Hailé-Sellasé en 1936 étant la césure – aborde la transformation d'Addis-Abeba en relation avec l'emprise du pouvoir sur le territoire et ses populations. L'ensemble est serti d'illustrations, de cartes, d'annexes (translittération de l'amharique, glossaire, chronologies) bien conçues. La recherche s'appuie sur des prises de vues d'époque, principalement issues du fonds photographique de l'auteur, complétées par des documents écrits et cartographiques. L'omniprésence de l'iconographie peut produire le même embarras de lecture que devant la vitrine d'un collectionneur. Renoncer à tout montrer est un engagement d'autant plus important que la technologie facilite la duplication des documents, brouillant le raisonnement sous l'accumulation rassurante des sources. À partir de ce matériau, S. Dewel entend montrer comment la nouvelle capitale a épousé les contours de la nation éthiopienne.

Les considérations épistémologiques en introduction manquent d'aspérité. Il aurait été stimulant de caractériser la photographie en tant que source. La suite du développement montre en effet que les recherches de l'auteur ont permis de réinterpréter certains clichés. Pratique sociale, la photographie s'adresse à nos attentes culturelles. N'est-ce pas ce que produit la succession chronologique des prises de vues de la capitale, progressant d'un apparent désordre à une impression de maîtrise de

l'espace? L'auteur ne dit rien des apports de ses prédécesseurs sur l'histoire d'Addis-Abeba, dont P. Garretson et F. Giorghis, préférant les citer à l'occasion. Il est souligné ensuite qu'Addis-Abeba n'est pas une création coloniale et que la ville en Éthiopie, avant sa sédentarisation par les édifices, prenait la forme d'un camp militaire itinérant (A. Gascon) ou d'un carrefour marchand (B. Tamru). Les pages de la première partie intitulée « Prolégomènes » pourraient remplir un manuel d'histoire éthiopienne mais sont souvent décrochées du sujet. La rhétorique, par endroits apprêtée, et le programme exhaustif de l'auteur rappellent l'exercice universitaire. Sur un thème apparenté, T. Ter Minassian, dans son introduction à *Erevan*, a choisi la concision sans obérer la compréhension d'une histoire aussi peu familière que peut l'être celle de l'Éthiopie. Le préambule fournit des points de repère sur le caractère sacré prêté au souverain, les conquêtes de Menelik II et l'expansion coloniale européenne en mer Rouge, contexte de fondation de la nouvelle capitale. Les symboles de la souveraineté nationale sont abordés, tel le drapeau éthiopien dont la création est postérieure à la victoire d'Adwa, préparant ainsi une entrée bienvenue dans le sujet.

À partir du chapitre 3 débute la relation de la fondation de la quatrième capitale du règne de Ménelik, *negus* du Choa puis roi des rois en 1889. Le camp royal s'implante dans le piémont d'Entotto, aux conditions climatiques moins rudes que les sites précédents, jadis choisis en altitude pour des raisons stratégiques autant qu'idéologiques, la montagne devant rapprocher les monarques de Dieu. Sur les instances de la reine Taytu, qui fréquentait les sources chaudes de Felweha et qui choisit pour la résidence le nom de « nouvelle fleur », sont installées les tentes de la cour et du clergé, autour desquelles viennent s'agglomérer les serviteurs, soldats, artisans, commerçants. La construction du *gebbi*, le palais, n'annonce pas encore une sédentarisation de la cour, alors que le site est particulièrement propice au contrôle des routes qui se dirigent vers les riches débouchés du Sud et de l'Est. La fixation du pouvoir ne devient durable que lorsque l'invasion italienne est repoussée et que les puissances coloniales cherchent à s'attacher la monarchie éthiopienne au sein du réseau concurrentiel qui prévaut dans la Corne de l'Afrique. Cette « victoire totale » (p. 139) n'est que provisoire, les Italiens étant solidement implantés en Érythrée, place d'armes pour reconduire l'invasion en 1935. Cette première Addis-Abeba est perçue par les Européens, qui y installent leurs légations, comme une ville chaotique. S. Dewel souligne combien cette perception est européo-centrée. La ville et son habitat sont un organisme mouvant qui se recompose au gré des saisons autour de trois pôles, politique, religieux et économique : signe de puissance juché sur la montagne, le palais et sa gigantesque salle de réception, l'*addarash*; l'imposante église Saint-Georges; le marché d'Arada qui accueille les marchands arméniens, indiens et grecs. Tout au long du cheminement dans les saillants et replis de ce centre du pouvoir, se déroule le fil de la nation. Celle-ci se manifeste à la fois par la reconnaissance internationale et par l'afflux des populations d'Éthiopie, du Levant, d'Europe, qui cherchent à se rapprocher du palais ordonnateur de la vie publique, des manifestations religieuses et des activités économiques. Comme S. Berger l'a mis en avant (*The Past as History*, Basingstoke 2015), l'écriture de la nation se fait contre un ennemi extérieur autant qu'intérieur, qui menacerait une supposée homogénéité culturelle. En Éthiopie, cette édification nationale s'incarne dans les héros Menelik puis Hailé-Sélassé.

Les « géosymboles » (J. Bonnemaïson) se succèdent à partir de « l'entrée du monument » à Addis-Abeba pour le couronnement impérial de 1930. L'auteur décrit la naissance et souvent la disparition des monuments, alors que la capitale connaît

plusieurs maîtres, les Italiens ou l'empereur restauré. Les motifs font écho aux obélisques d'Aksum. Le propos oscille entre un récit assez convenu des événements et le sujet lui-même : par exemple la narration du tour européen du *ras* Täfäri en 1924 ne prend sens qu'une fois que l'auteur en a mentionné les retombées politiques et techniques. Les édifices concourent à la scénographie apologétique du règne de Haïlé-Sellasé, imposant une vision par le haut de la nation, en particulier après le retour de l'empereur au pouvoir en 1941. S. Dewel explique plus loin comment le gouvernement du *Därg* en 1974, puis l'expérience de l'ethno-fédéralisme à partir de 1991, se démarquent du patrimoine impérial par la consécration de nouveaux emblèmes sans effacer pour autant tous les symboles de la monarchie et en les réemployant même, lors du rapatriement de la stèle n° 2 dérobée par Mussolini.

Cette étude de la nation à travers sa capitale a un effet roboratif sur l'histoire contemporaine de l'Éthiopie. Elle est une mine de références auparavant éparées, que l'auteur a rigoureusement collectées. À travers son enquête sur Addis-Abeba, S. Dewel renouvelle l'étude d'un État africain dont la transformation s'est accélérée depuis trois décennies. Cette mue rapide risque d'estomper certaines traces du passé. Aussi la compréhension du tournant des XIX^e et XX^e siècles est-elle indispensable et confère à ce livre toute son importance.

Benjamin VOLFF
Inalco, Paris

GILLES HAVARD,

*Histoire des coureurs de bois.
Amérique du Nord 1600-1840,*

Paris, Les Indes savantes, 2016, 885 p.,
ISBN 978-2-84654-424-5

Du XVII^e jusqu'au milieu du XIX^e siècle, la majeure partie de l'Amérique du Nord demeura territoire autochtone, les colonies européennes n'occupant qu'un espace restreint du continent. Attirés surtout par la traite des fourrures, des Européens pénétrèrent toutefois dans les contrées éloignées de leurs établissements, nouant des relations avec les nations autochtones non colonisées. Ce commerce se déroulait dans des territoires qui font partie du Canada actuel, ainsi que dans de vastes zones incorporées plus tard, et progressivement, aux États-Unis. L'historiographie de cette traite des fourrures est immense et diversifiée. Des études ont relié son histoire à celle de l'exploration et de la connaissance géographique; d'autres ont envisagé son impact sur les sociétés autochtones (changements technologiques et économiques, migrations, guerres, épidémies, etc.); l'aspect écologique, notamment les effets néfastes de la chasse abusive du castor et du bison, a lui aussi suscité l'attention des chercheurs. L'histoire économique est évidemment partie prenante de cet intérêt: les disciples de K. Polanyi croyaient pouvoir discerner dans l'échange de peaux contre des couteaux ou des haches le paradigme du commerce interculturel entre une société de marché et son contraire. Le renouveau récent de l'histoire du capitalisme stimule des recherches sur les grandes compagnies de commerce qui y étaient impliquées, telle la *Hudson's Bay Company*.

Gilles Havard, connu pour ses recherches antérieures sur les Français et les autochtones à l'époque de la Nouvelle-France, nous livre désormais une étude majeure sur un personnage collectif au cœur de l'histoire de la traite des fourrures: le fameux coureur de bois. L'auteur s'intéresse aux hommes qui ont quitté les colonies

européennes, en canot d'écorce ou à cheval, pour s'enfoncer vers l'Ouest, souvent des milliers de kilomètres au-delà des colonies. Sans négliger les dimensions économiques, écologiques et autochtones de l'histoire de la traite, il a choisi de structurer son livre autour des colons qui ont parcouru forêts, plaines et montagnes tout en s'adaptant aux us et coutumes des nations indigènes, pour participer à ce qu'il appelle la « mobilité pelletière ». C'est une histoire captivante que G. Havard nous raconte avec passion et une rare perspicacité.

Tout commence par les Français installés depuis le début du XVII^e siècle sur les rives du Saint-Laurent : non contents d'attendre les autochtones qui descendent de l'intérieur du continent afin de troquer leurs fourrures (surtout le castor, matière première pour la manufacture du feutre), une poignée de jeunes gens s'embarquent pour les grands lacs, à l'affût de pelleteries bon marché. Vers 1670, ce phénomène atteint les proportions d'une ruée vers l'or, alarmant les autorités coloniales chargées par Colbert de consolider une colonie agricole avec une population stable. Ce va-et-vient risquait de dépeupler le Canada et de miner les bonnes mœurs et l'ordre social. S'ensuivent des tentatives, généralement inefficaces, pour supprimer la course. C'est dans ce contexte qu'est construite l'image du « coureur de bois », hors-la-loi ensauvagé, semblable à son contemporain : le boucanier des Antilles. G. Havard présente une analyse remarquable du discours des autorités contre ces « libertins » qui négligent le mariage, la culture des terres et même la religion pour poursuivre leur « vagabondage » déréglé. Il situe les racines de ce discours colonial dans le projet absolutiste qui vise en métropole l'itinérance et l'oisiveté au nom de la bonne police. En même temps, il nous rappelle que l'attitude officielle était d'humeur changeante. Au cours des années 1680, dans un contexte de rivalité avec l'empire anglais en plein essor en Amérique du Nord, émerge le projet d'intégrer le pays d'en haut à la Nouvelle-France. C'est alors que des gouverneurs français découvrent l'utilité de ces hardis aventuriers, à l'aise parmi les nations indigènes. En formant des alliances autochtones et en faisant la guerre aux Iroquois et aux Anglais, ils renforcent l'emprise française sur l'arrière-pays. Ainsi, l'attitude des autorités oscille entre l'encouragement et la criminalisation des voyages vers le pays d'en haut.

Non content de retracer l'histoire du phénomène de la mobilité pelletière en Nouvelle-France, l'auteur élargit le sujet, aussi bien dans le temps (du début de la colonisation jusqu'au milieu du XIX^e siècle) que dans l'espace, s'affranchissant ainsi des limites d'une historiographie canadienne. Dans un même cadre d'analyse, il incorpore les traiteurs de la Caroline du Sud qui traversaient les montagnes pour se procurer des peaux de chevreuils et des captifs de guerre auprès des nations du bassin du Mississippi ; les créoles de la Louisiane française qui, en compagnie des coureurs de bois canadiens, remontaient la rivière Missouri jusqu'au cœur du continent ; et les *mountain men* américains dans les Rocheuses au XIX^e siècle qui, cas presque unique dans cette mobilité pelletière, ne laissaient pas aux autochtones le soin de chasser les animaux. Rappelons d'ailleurs, avec l'auteur, que le terme « coureur de bois » n'est plus en usage à partir du milieu du XVIII^e siècle, moment où les traiteurs indépendants se font assez rares. La majorité des hommes qui sillonnent les rivières et les lacs pour transporter fourrures et marchandises sont désormais les salariés d'entreprises comme la *Northwest Company* ou l'*American Fur Company*. On les appelle « voyageurs » ou « engagés », termes qui impliquent le statut d'employé plus que celui de bandit. Cependant, ils sont les héritiers des coureurs de bois dans leur mode de vie éprouvant et déréglé mené aux marges des espaces colonisés, et marqué

par des contacts intimes avec les autochtones. Aussi sont-ils majoritairement d'origine canadienne-française, même parmi les chasseurs qui fréquentent les montagnes de l'Utah et du Colorado.

Les chapitres 21 à 35 (le livre est excessivement long) sont consacrés principalement aux relations entre les coureurs de bois devenus voyageurs et les nations indigènes de l'ouest du continent. G. Havard observe que la traite des fourrures se situe à la fois dans l'univers du don et dans celui du crédit et de la dette. De part et d'autre, on a le sens des obligations à travers le temps envers l'autre, fournisseur-allié-donateur ; ainsi, les conceptions qu'Amérindiens et Européens se faisaient de l'échange étaient moins contrastées que ce qu'ont cru les spécialistes de l'histoire de la traite des fourrures. Se référant à l'anthropologie structurale et citant les historiens du crédit telle L. Fontaine, l'auteur nuance notre sens des relations économiques interculturelles.

Le genre et la sexualité sont aussi examinés dans cet ouvrage. À l'instar de l'historienne C. Podruchny, l'auteur met l'accent sur une culture de masculinité parmi ces hommes bravant la fatigue, le danger et souvent la faim, payant des milliers de kilomètres depuis Montréal jusqu'au lointain Nord-Ouest. La force physique, la bravoure et le stoïcisme sont les qualités qu'ils présentent ; on se vante aussi des conquêtes sexuelles auprès des femmes autochtones. D'autres chercheurs (S. Van Kirk, J. Brown, S. Sleeper-Smith) ont déjà souligné, dans la perspective de l'histoire des femmes, la gamme de liaisons sexuelles, depuis la rencontre éphémère jusqu'au « mariage à la façon du pays », entre femmes autochtones et traiteurs canadiens, relations qui jouaient un rôle essentiel dans la constitution de connexions commerciales. G. Havard aborde ce même sujet du côté de l'histoire des hommes, offrant de nombreuses anecdotes et études de cas qui soulignent l'importance de l'aspect sexuel de la mobilité pelletière, ainsi que sa complexité et sa diversité. Selon lui, l'espoir d'échapper aux contraintes du mariage euro-colonial et de coucher avec des Amérindiennes motivait de nombreux engagements dans la traite des fourrures. L'attachement à une épouse autochtone ou métisse contribuerait aussi à expliquer pourquoi tant de jeunes hommes qui quittaient le foyer familial pour un séjour dans l'Ouest ne sont jamais revenus au Bas-Canada.

On ne peut qu'être émerveillé par la largeur de vue de G. Havard, par ses recherches exhaustives et par le caractère sophistiqué de ses analyses. J'ai été frappé, pour ne citer qu'un exemple, par son travail sur le lien entre course des bois et identités créoles : dans la Louisiane du XVIII^e siècle, les étiquettes « voyageur » et « canadien » étaient devenues presque synonymes, tant les identités professionnelles et ethniques se confondaient. Quelques questions se posent toutefois : pourquoi une étude à l'échelle d'un continent porte-t-elle si peu d'attention à certaines régions (la côte pacifique, le grand Nord) et à la mobilité pelletière des autochtones (pourtant au cœur du commerce de la Compagnie de la Baie d'Hudson) ? Peut-on vraiment abstraire la traite des esclaves autochtones du commerce des peaux des *indian traders* de la Caroline du Sud et, selon les périodes et les régions, des voyageurs de Montréal ?

Allan GREER
McGill University

RICHARD CÁNDIDA SMITH,
Improvised Continent.

Pan-Americanism and Cultural Exchange,

Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2017,
352 p., ISBN 978-0-8122-4942-2

L'ouvrage de Richard Cándida Smith s'inscrit dans le cadre d'un renouvellement historiographique commencé il y a une vingtaine d'années autour du panaméricanisme. Jusqu'à la fin des années 1990 en effet, cet objet a été appréhendé

au travers d'une grille de lecture marquée par le contexte de la guerre froide et réduite aux visées hégémoniques des États-Unis, en ses dimensions diplomatiques et économiques. Une première rupture historiographique a lieu avec la publication de l'ouvrage collectif dirigé par G. Joseph, C. LeGrand et R. Salvatore, *Close Encounters of Empire* (Durham 1998), puis du livre de D. Sheinin *Beyond the Ideal* (Wesport 2000). Ces deux publications explorent de nouvelles facettes du panaméricanisme, notamment sa dimension culturelle, et mettent en lumière la pluralité des acteurs impliqués dans la galaxie d'un courant débordant largement ses traductions institutionnelles. En proposant une approche renouvelée du concept d'hégémonie valorisant les résistances, les adaptations, les rejets et les réappropriations des «normes proposées par le grand frère de l'hémisphère voisin», G. Joseph et R. Salvatore invitaient à dépasser les interprétations dichotomiques, voire manichéennes, des relations entre les États-Unis et l'Amérique latine. Depuis quelques années, un certain nombre de chercheurs (dont J. Pablo Scarfi, M. Petersen, C. Pernet ou l'auteur de ces lignes) empruntent cette voie et insistent sur la marge de manœuvre des Latino-Américains. Ces travaux approfondissent l'exploration des différentes dimensions du panaméricanisme, dont l'unité repose sur l'affirmation d'une communauté d'expériences et d'aspirations propres au continent américain. Parmi ces aspirations qui seraient au cœur de l'identité panaméricaine, figure l'idée que des contacts réguliers entre les citoyens des différentes nations américaines, notamment par le biais d'échanges intellectuels et culturels, doivent aboutir à la formation d'une opinion publique commune pouvant guider l'action des gouvernants et peser sur les relations internationales pour les fonder sur les principes d'égalité, de mutualité et de communauté. Cette dimension est centrale dans l'ouvrage de R. Cándida Smith, lequel résume bien la dialectique idéalisme/impérialisme conférant à ce mouvement sa fondamentale ambivalence : « une synthèse instable entre des idéaux utopiques et l'essor des États-Unis en tant que puissance mondiale » (p. 3). Faire de l'hégémonie états-unienne un prisme parmi d'autres pour étudier le panaméricanisme ne conduit pas à éluder la question des rapports de force entre les États-Unis et l'Amérique latine, notamment dans la sphère culturelle étudiée par l'auteur.

Avec *Improvised Continent*, dont les bornes chronologiques vont des années 1910 aux années 1960, le lecteur est de prime abord désarçonné : le chemin emprunté par R. Cándida Smith lui semble en effet tout à la fois familier et inconnu. D'une part, parce qu'on a affaire à une histoire culturelle du panaméricanisme partant de sources jusqu'alors mobilisées de manière ponctuelle : les productions d'écrivains, de journalistes, d'essayistes, de peintres, de photographes, de cinéastes états-uniens et latino-américains constituent le corpus sur lequel l'auteur bâtit son analyse. Les archives diplomatiques ou institutionnelles ne sont pas absentes, mais ce sont elles qui viennent en complément (certes indispensable) et non l'inverse. Ce parti pris pourrait être rapproché de celui de R. Salvatore dans *Imágenes de un imperio* (Buenos Aires 2006), mais surtout dans *Disciplinary Conquest* (Durham 2016) où il étudie la

production scientifique états-unienne sur l'Amérique latine pour montrer son rôle dans la construction de discours et de pratiques faisant de la région un ensemble marqué par des manques que les États-Unis peuvent combler. Le panaméricanisme, dans cette optique, est un discours visant à convaincre les Latino-américains de la pertinence d'un système (d'institutions, de valeurs, de normes, etc.) dont le leadership est assumé par les États-Unis. Or, et c'est le second élément qui distingue le travail de R. Cándida Smith de l'historiographie existante, *Improvised Continent* examine aussi la vocation interne de ce discours panaméricain (bâti donc par des artistes et des écrivains, états-uniens mais aussi latino-américains) : il s'agit tout autant de convaincre les citoyens des États-Unis de leur appartenance à un ensemble plus vaste que de persuader les Latino-américains qu'il y a plus de points communs que de différences avec eux.

L'auteur nous conduit donc à opérer un renversement de perspective. Il n'ignore ni la dialectique impérialisme/idéalisme qui sous-tend le panaméricanisme ni les intérêts très concrets qui, derrière les actions de l'Office of the Coordinator of Inter-American Affairs (créé par Nelson Rockefeller en 1940), mêlent inextricablement culture, géopolitique et business. Mais son propos est d'analyser le panaméricanisme comme une voie permettant que les habitants des États-Unis deviennent des *global citizens*, renoncent à l'isolationnisme et assument pour leur pays un rôle de poids dans les affaires du monde. La première étape serait d'accepter que le terme *Americans* désigne aussi les *Latin American neighbors* et que les liens avec ces derniers sont « réels et positifs » (p. 122). Cet objectif devient impérieux à mesure que la probabilité d'une nouvelle guerre mondiale se fait inéluctable, de même que la participation des États-Unis à cette dernière. La période étudiée est donc marquée par des évolutions majeures, sur la scène internationale comme aux États-Unis.

Le plan chronologique rend compte des différentes étapes de ce processus. Comme R. Salvatore, R. Cándida Smith part de ce que des écrivains ou des journalistes états-uniens écrivent sur l'Amérique latine jusqu'au début des années 1930. Mais son propos diffère du chercheur argentin, en ce qu'il souligne que cette production n'est pas le fruit d'une « entreprise de la connaissance » visant à connaître pour mieux soumettre, mais des obstacles, notamment en termes de marché éditorial, qui rendent très compliquée la publication, aux États-Unis, d'auteurs latino-américains. Les productions de ces derniers finissent par arriver aux États-Unis grâce aux muralistes dont le langage pictural et les thématiques répondent à une recherche des fondements de l'identité états-unienne à une période marquée par les conséquences de la crise de 1929. Dans le cas des muralistes mexicains, du peintre brésilien Cândido Portinari ou plus tard d'un auteur comme le Brésilien Érico Verissimo, qui jouissent d'un large accueil aux États-Unis, R. Cándida Smith montre que leur réception dans ce pays en dit finalement tout autant sur les autoreprésentations des citoyens états-uniens que sur les relations interaméricaines.

On pourrait résumer le propos de l'auteur en disant que le panaméricanisme, en tant que discours identitaire, a servi aussi bien à modifier les représentations des États-Unis en Amérique latine que l'inverse. Cette dimension a déjà été soulignée par des auteurs travaillant sur la période de la Good Neighbor Policy : il s'agissait de bâtir une solidarité à l'échelle du continent dans la perspective de l'engagement des États-Unis dans un nouveau conflit mondial. Mais jusqu'à l'ouvrage de R. Cándida Smith, l'accent était surtout mis sur la fabrique du consensus en Amérique latine. Ici, la focale porte sur les citoyens états-uniens. Le chercheur travaillant sur le

panaméricanisme ou la diplomatie culturelle des États-Unis retrouve des acteurs (individus, institutions, que ces derniers soient états-uniens ou latino-américains) qui lui sont familiers, mais dans le cadre d'un récit auquel il ne s'attendait pas : une histoire des États-Unis qui passe par ses relations avec l'Amérique latine. L'apport de cet ouvrage réside en outre dans la conception du panaméricanisme en termes de marché culturel, ce dernier étant tout à la fois le support de l'affirmation de l'identité latino-américaine (avec ses déclinaisons nationales) et de l'hégémonie des États-Unis. Enfin, la conclusion, à partir d'une analyse du contenu et des conditions de production du film *Carnets de voyage* (2004) réalisé par le Brésilien Walter Salles, s'interroge sur la subsistance ou non, tant aux États-Unis qu'en Amérique latine, de l'« imaginaire hémisphérique » qui était au cœur du panaméricanisme. R. Cándida Smith réactualise ainsi la question qui a traversé l'histoire de ce mouvement : « qu'est-ce qu'être Américain ? »

Juliette DUMONT

Université Sorbonne Nouvelle Paris 3, IHEAL/CREDA (UMR 7227)

EZEQUIEL ADAMOVSKY, ESTEBAN BUCH,

La marchita, el escudo y el bombo.

Una historia cultural de los emblemas del peronismo, de Perón a Cristina Kirchner,

Buenos Aires, Planeta, 2016, 367 p.,

ISBN 978-950-49-5475-0

Depuis plus de trente ans, l'historiographie du péronisme a été considérablement enrichie par les apports, régulièrement renouvelés, de l'histoire culturelle. L'ouvrage coécrit par les historiens et musicologues argentins Ezequiel Adamovsky et Esteban Buch s'inscrit pleinement dans ce

courant en proposant trois études de cas consacrées aux symboles les plus durables et les plus emblématiques du péronisme : le chant *Los Muchachos peronistas*, le blason (*escudo*) adopté par le parti péroniste et le *bombo*, cette grosse caisse au son grave, qui rythme encore de nos jours les manifestations politiques argentines. Les auteurs cherchent non seulement à retracer les origines de ces symboles, mais aussi les usages, les transformations qu'ils ont subies au fur et à mesure des mutations du mouvement péroniste et les multiples réappropriations dont ils ont fait l'objet, des années 1940 aux années 2010. C'est en cela que la démarche d'E. Adamovsky et d'E. Buch se révèle particulièrement stimulante, car les « histoires entrecroisées des trois emblèmes » (p. 13) permettent de rendre compte de toute la complexité du phénomène péroniste dans la longue durée et, plus largement, de l'histoire politique contemporaine de l'Argentine. La structure de l'ouvrage est simple mais efficace : après une introduction générale rédigée à quatre mains, un symbole péroniste est abordé dans chaque chapitre. E. Adamovsky est l'auteur du premier et du troisième, respectivement consacrés au blason et au *bombo*, tandis qu'E. Buch s'est chargé du deuxième dédié à la marche péroniste. Si les auteurs se sont répartis la tâche, l'ouvrage ne s'apparente pas à une simple compilation d'essais. Au contraire, la cohérence de l'ensemble démontre la collaboration étroite qui a prévalu entre eux. Écrit dans un style clair, l'ouvrage est agrémenté de nombreuses photographies qui témoignent de la diversité des sources (presse, archives audiovisuelles, témoignages, entre autres). On pourra regretter l'absence de liste complète des sources et de bibliographie en fin de volume. C'est d'autant plus dommageable que les auteurs se sont efforcés de présenter un état des lieux des recherches déjà menées sur les différents symboles qu'ils examinent, en soulignant

les zones d'ombre, les divergences et les points d'achoppement sur lesquels butent encore les historiens.

Si E. Adamovsky et E. Buch ne sont pas les premiers chercheurs à se pencher sur l'histoire des symboles et des rituels péronistes, leur approche se distingue des travaux antérieurs qui mettaient l'accent sur l'appareil de propagande du régime. En s'intéressant au *bombo*, un emblème issu de la base des adhérents, les auteurs entendent mettre en avant le rôle des militants dans la construction et la définition du mouvement péroniste. En outre, c'est autant la production que la réception de ces symboles auprès des différents secteurs de la société argentine – et notamment auprès des antipéronistes – que les auteurs examinent. L'un des points forts du livre repose par ailleurs sur la mobilisation des méthodes et des questionnements issus de l'histoire des sens, des sensibilités et des *sound studies*, encore relativement peu exploités dans les études consacrées au péronisme.

Des trois emblèmes analysés, le blason est celui dont les origines sont les plus faciles à retracer : ce symbole, qui se substitua aux armes officielles de la République argentine sous le péronisme, est né avant l'apparition du mouvement et avait été conçu initialement pour servir d'insigne militaire. Ni Perón ni aucun dirigeant péroniste n'ont donc présidé à son élaboration. En revanche, il est adopté dès 1945 comme emblème du mouvement et produit en masse – 16 000 exemplaires par jour au début des années 1950 – une fois Perón élu. E. Adamovsky signale l'omniprésence et l'effet de « saturation visuelle » (p. 27) engendrés par la reproduction en série du blason sur tous les supports imaginables entre 1946 et 1955. À cette présence envahissante répondent sa suppression et son interdiction totale pendant les décennies qui suivent le renversement du régime péroniste. Le blason n'a cependant jamais cessé d'être utilisé, redessiné et arboré par les militants et les dirigeants. Son emploi a provoqué, jusqu'à une date récente, des querelles internes au sein du parti justicialiste, entre factions rivales se disputant le monopole de son usage.

S'il n'existe guère de doute sur l'identité du créateur du blason péroniste, c'est tout l'inverse dans le cas du chant *Los Muchachos peronistas*. E. Buch, au fil de son enquête sur les origines et les sources d'inspiration de la marche péroniste, nous emmène des locaux d'un syndicat d'ouvriers imprimeurs aux orchestres de tango en passant par les tribunes des stades de football des quartiers sud de la capitale. Cette histoire « à rebours » de l'hymne péroniste offre au lecteur un panorama des pratiques culturelles populaires de la société argentine des années 1920-1940 qui contribue à une meilleure compréhension du contexte d'émergence du péronisme et de ses rituels politiques. L'auteur décrypte les raisons du succès de la *marchita* : entonnée lors de chaque grande manifestation péroniste à partir de l'année 1949, puis symbole de résistance pendant toute la période de proscription du péronisme des années 1955 à 1973, ce n'est qu'au cours des années 1990 qu'elle commence à perdre peu à peu de sa popularité. Un reflux qui ne dura qu'un temps puisque, sous les mandats de Néstor et Cristina Kirchner, la marche a retrouvé toute sa puissance d'évocation et d'inspiration, notamment auprès des jeunes militants, comme en témoignent les nombreuses reprises et adaptations dans tous les styles musicaux actuels.

Contrairement à la marche péroniste, créée et reconnue officiellement par les cadres du parti, le *bombo* a été introduit à la seule initiative de militants et ne s'est imposé que progressivement comme un emblème du péronisme. D'après E. Adamovsky, cet instrument de percussion « faisait partie du paysage sonore argentin » depuis au moins la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle (p. 242). Si on le retrouve dans des

orchestres symphoniques, des fanfares militaires ou encore des formations de jazz et de tango, le *bombo* est aussi étroitement associé à l'univers du *candombé* afro-argentin et du carnaval, des pratiques culturelles populaires renvoyant à la dimension multiraciale de la population argentine. Cette caractéristique donne lieu à des analyses éclairantes sur l'imaginaire associé au son du *bombo* et sur les sensations éprouvées par ceux qui l'entendent. Pour les élites urbaines antipéronistes, blanches dans leur grande majorité, ce son engendre gêne et crispation parce qu'il évoque la sauvagerie, le monde étrange et inquiétant du folklore d'origine africaine et précolombienne, les hordes de la plèbe déferlant sur la ville au battement d'un tambour primitif. Au contraire, aux oreilles péronistes, le son du *bombo* rappellerait le battement du cœur et sa signification est hautement polysémique puisqu'elle est aussi festive que martiale. Plus encore que le blason et la marche, le *bombo* est un symbole socialement clivant, non parce qu'il représente le péronisme, mais parce qu'il incarne, fondamentalement, « le populaire » (*lo popular*).

Ce n'est pas l'un des moindres mérites de cet ouvrage que de remettre au centre de la réflexion historique sur le péronisme la problématique des antagonismes de classe qui sont aussi, malgré le mythe de la nation « blanche et européenne » en Argentine, étroitement liés à la question de la race. Ces enjeux ont, depuis le XIX^e siècle, suscité au sein des classes dirigeantes des récits et des anxiétés que l'arrivée sur la scène politique du péronisme a brusquement réactivés. E. Adamovsky et E. Buch rappellent ainsi que le phénomène péroniste ne peut se comprendre sans son versant opposé, l'antipéronisme. Ce dernier, en cherchant à détruire et interdire les emblèmes péronistes, a tout autant contribué au renforcement de leur signification politique et symbolique à long terme.

Anaïs FLÉCHET

Université de Versailles Saint Quentin, IECI

ANTONY GERALD HOPKINS,

American Empire. A Global History,

Princeton, Princeton University Press, 2018, 998 p.,

ISBN 978-0-691-17705-2

L'ouvrage d'Anthony Gerald Hopkins vise à la fois à comprendre l'histoire des États-Unis dans un contexte global et à infirmer son caractère exceptionnel en lisant leur trajectoire, comme celle des autres nations européennes, à l'aune de l'empire. Cela fait plus d'une décennie désormais que les historiennes et les historiens, qu'ils soient états-uniens ou étrangers, insistent pour déconstruire l'exceptionnalisme américain. On peut penser à T. Bender (*A Nation Among Nations*, New York 2006) ou encore à I. Tyrrell (*Transnational nation*, Basingstoke 2007). Dire que les États-Unis sont un empire, somme toute comparable aux empires européens, n'est plus complètement révolutionnaire. D'autres auteurs, comme récemment D. Immerwahr (*How to Hide an Empire*, Londres 2019), n'hésitent pas à les qualifier comme tels. Ce qui est original dans ce nouvel ouvrage, c'est surtout le point de vue de son auteur. Celui-ci, professeur émérite de l'université de Cambridge mais qui a effectué une partie de sa carrière au Texas, est au départ davantage un spécialiste de l'impérialisme britannique qu'un américaniste. C'est donc en tant que tel qu'il observe comment la grille de lecture propre à l'empire, britannique notamment, a sa pertinence pour lire l'histoire des États-Unis. Ce n'est pas par hasard que le récit commence et s'achève en Irak, lieu par excellence de l'impérialisme britannique

au Moyen-Orient comme du rôle mondial adopté par les États-Unis après la fin de la Guerre froide. L'exercice présente donc une part d'audace, et la bibliographie montre que l'auteur a pris ce défi au sérieux. L'ouvrage s'organise en trois grandes parties chronologiques mais articulées chacune autour d'une thématique : d'abord la relation à la Grande-Bretagne et la longue décolonisation, du début de la guerre de Sept Ans à la fin de la guerre de Sécession (1756-1865), puis la « modernité et l'impérialisme » jusqu'au début de la Première Guerre mondiale, les empires en un temps de désordre international (1914-1959). Il s'achève sur la période qu'il appelle la « mondialisation postcoloniale », qu'il voit comme un « résultat » (*outcome*) du processus précédemment décrit.

L'ouvrage ne vise pas d'abord à démontrer que les États-Unis étaient un empire – en fait, l'auteur doute qu'il faille ainsi les qualifier avant 1898 – mais bien qu'au début de l'indépendance, leur trajectoire est comparable à celle d'autres décolonisations. La première partie décrit ainsi la dépendance économique des États-Unis envers leur ancienne métropole, ou encore les efforts pour construire un pouvoir politique crédible, solide et stable. L'auteur cite ainsi Nehru et John Quincy Adams en parallèle en incipit de son chapitre sur la révolution américaine. A. G. Hopkins s'appuie de manière significative sur les travaux d'une génération d'historiens qui ont travaillé sur l'histoire du jeune État fédéral américain et ont considérablement fait évoluer sa perception (W. Nowak, M. Edling, R. John et G. Rao, entre autres). Il s'éloigne ainsi d'une problématique visant à évaluer la faiblesse ou la force de l'État pour mettre en valeur la construction d'un État militaro-fiscal notamment inspiré du Royaume-Uni ainsi que la nature et l'importance du pouvoir politique des États fédérés par rapport à celui de l'État fédéral. La guerre de Sécession, appelée « guerre civile » en anglais, est là encore envisagée dans une perspective internationale. L'auteur y voit un avatar américain des débats et conflits qu'on trouve également en Europe sur la manière de conduire la politique et de soutenir l'État d'après les révolutions atlantiques de la fin du XVIII^e siècle. Il reprend aussi une analyse qui fait de la sécession du Sud une forme de nationalisme, et rappelle que Lincoln fut inspiré par Mazzini et Garibaldi. Ainsi l'auteur plaide pour ne pas se priver de perspectives atlantiques même après la fin des révolutions. Il fait le choix d'une définition plutôt classique et restrictive de l'empire, ce qui limite la discussion sur la nature impériale des États-Unis avant 1898 (guerre contre l'Espagne, tutelle sur Cuba et annexion des Philippines et de Puerto Rico). Il est plutôt rafraîchissant qu'il évite de centrer son argumentation sur le colonialisme de peuplement (*settler colonialism*) dont la littérature actuelle fait un usage sans doute abusif et peu heuristique, mais on peut néanmoins s'interroger sur le choix de ne pas consacrer une part de discussion plus importante à la question de l'empire américain au XIX^e siècle.

Dans sa deuxième partie, A. G. Hopkins rappelle les débats états-uniens à l'égard de la course impériale européenne : accessibilité des marchés et matières premières, mais aussi angoisses raciales sur fond de darwinisme social. La guerre contre l'Espagne est une occasion de mettre face à face le colonialisme européen avec celui des États-Unis. En effet, l'Espagne est elle aussi confrontée au problème de la construction d'un État-nation et de la gestion de ses colonies après la crise de l'invasion napoléonienne et de l'indépendance de la plus grande partie de son empire. A. G. Hopkins invite aussi à tenir compte des sociétés qui ont été la cible de l'impérialisme américain, même si les développements sont ici beaucoup moins longs que pour l'Europe. Il met en valeur l'importance du sucre, de sa culture mais aussi de

sa consommation au sein d'un marché américain croissant et friand de cette denrée, un facteur qui contribue à expliquer l'investissement économique et politique dans des territoires pouvant accueillir une telle culture. La reconnaissance de l'entrée des États-Unis dans le club des nations coloniales passe ainsi par la mise en évidence de comportements et de discours tout à fait similaires à ceux des nations impérialistes européennes, proximité qui s'explique par des circulations de personnes et d'idées mais aussi par l'implication dans des processus communs. Dans cette partie, l'auteur mobilise les savoirs, discours et classifications coloniales développées en Europe pour les comparer aux pratiques états-uniennes, mais ne parvient pas toujours à démontrer l'utilisation des premiers pour les secondes et à mettre ainsi en évidence les circulations effectives de modèles coloniaux. Si la mobilisation du modèle britannique est avérée, en revanche celle de la typologie française des colonies au début du XX^e siècle ne l'est par exemple pas.

La périodisation de la troisième partie pose question – ou trahit l'eurocentriste. Si 1914 marque le début de la Première Guerre mondiale en Europe, elle signe aussi le non-engagement des États-Unis puisqu'ils n'y interviennent qu'à partir de 1917. Du point de vue de l'empire américain, c'est davantage la date de 1917 qu'il faut retenir, avec un changement de l'attitude du président Wilson par rapport à la révolution mexicaine. Cette partie est principalement consacrée à la manière dont les États-Unis administrent leurs colonies. Elle met en évidence les représentations raciales, la mission civilisatrice et modernisatrice, l'impérialisme culturel, l'utilisation de l'exotisme et la transformation des Caraïbes en paradis à cocktails. Ici l'étude gagnerait à être encore davantage ouverte sur le monde puisque ce qui se passe pour les Caraïbes touche aussi d'une certaine manière la frontière avec le Mexique, notamment au temps de la prohibition. Le Pacifique n'est pas oublié, même si les cas des Philippines et d'Hawaï peinent à être unifiés. L'auteur conclut peu originalement cette partie sur un constat d'échec dû aux contradictions internes d'un impérialisme porté par des régimes libéraux et en plaçant la trajectoire de l'empire américain dans celle des décolonisations européennes. Les manières dont l'influence états-unienne se poursuit après la fin de la dépendance formelle sont aussi bien décrites et identifiées comme un néocolonialisme, si bien qu'il s'agit du « crépuscule d'un colonialisme désorienté » (titre du chapitre 14), surtout du point de vue des acteurs contemporains où l'on ne garde qu'une définition limitative du colonialisme. L'auteur plaide pour une attention plus grande portée aux autres théâtres de la guerre froide que l'Europe et les États-Unis, mais n'y consacre guère de pages.

La quatrième partie, un chapitre unique avec un épilogue, est en réalité un essai conclusif, davantage théorique et spéculatif sur les liens entre l'histoire des États-Unis et celle des phases de la mondialisation (*globalization*). Le récit s'achève avec la mondialisation postcoloniale, qualificatif utilisé dans son acception purement chronologique et non épistémologique, dans laquelle les États-Unis jouent un rôle prépondérant mais pas nécessairement durable. La brièveté de ce chapitre limite l'analyse de cette période pour en faire essentiellement une ouverture et non une réflexion sur la nature impériale du néocolonialisme.

A. G. Hopkins mobilise pour sa synthèse non seulement, et très souvent, l'histoire économique et politique (avec parfois des inspirations venues de la science politique et de sa volonté de modélisation et de typologie) mais aussi l'histoire culturelle et sociale. Sa volonté de situer l'histoire des États-Unis dans un contexte atlantique l'entraîne parfois dans de longs développements sur l'histoire britannique

et européenne dont la connexion n'est pas toujours explicite avec celle de l'empire américain. Cette synthèse et la confrontation relativement systématique des impérialismes américain et européen permettent cela dit d'ouvrir des pistes de recherches, par exemple sur la manière dont la différence d'institutions et de système politique entre le Royaume-Uni et les États-Unis affecte leur politique impériale, réflexion dans laquelle la France est invoquée comme formant une position intermédiaire. L'auteur demande aussi des études sur la noix de coco pour compléter celles sur le sucre. Il invite enfin à davantage de travaux sur les effets intérieurs du colonialisme notamment insulaire. Malgré sa taille, l'ouvrage est très agréable à lire. Le livre s'adresse non seulement à ceux qui s'intéressent à l'histoire des États-Unis mais aussi à ceux qui travaillent sur l'histoire de l'empire et des décolonisations d'une manière plus générale. Les américanistes n'y apprendront pas forcément des faits nouveaux (bien que les connaissances et l'historiographie proposées ici soient souvent encyclopédiques), mais trouveront des suggestions et des pistes pour poursuivre l'objectif d'une histoire des États-Unis toujours moins exceptionnaliste.

Emmanuelle PEREZ TISSERANT

Université Toulouse 2 Jean Jaurès, FRAMESPA (UMR 5136)

NANCY SHIELDS KOLLMANN,

The Russian Empire, 1450-1801,

Oxford, Oxford University Press, 2017, 497 p.,

ISBN 978-0-19-928051-3

Le type d'histoire qu'éprouve Nancy Shields Kollmann en 500 pages est celle d'un extraordinaire succès politique, celui de l'empire russe entre le milieu du XV^e et l'aube du XIX^e siècle. Dans cette longue

temporalité, ce qui n'était qu'une petite principauté ambitieuse autour de la ville de Moscou s'est transformé en un immense et très puissant empire, de quelque seize millions de km² et un peu plus de trente-sept millions d'habitants répartis en vingt-cinq groupes ethniques. En faire l'histoire requiert une parfaite maîtrise des enjeux de sa construction sur la longue durée, une connaissance de l'historiographie infinie qui lui est attachée depuis le XIX^e siècle, mais surtout une vision qui donne sens à l'ensemble. C'est évidemment le cas de l'autrice dont il n'est pas nécessaire ici de rappeler l'importance dans le champ des études sur la Russie de la première modernité.

C'est dans sa manière de construire son objet que N. Kollmann est la plus éclairante. En effet, elle pourrait faire sienne cette citation d'A. Stanziani: « Je ne prétends pas être sinologue ou indianiste; je suis parti de la Russie, mon véritable terrain; je considère légitime d'interroger ce pays et son histoire moins à partir de l'Occident que des solutions proposées en Chine et en Inde à des problèmes similaires » (*Bâtisseurs d'empires*, Paris 2012, p. 54-55). Cette histoire-là de l'empire russe refuse effectivement le miroir européen qui, depuis le XIX^e siècle, enferme la Russie dans des catégories de retard ou d'archaïsme et, en s'inscrivant dans une histoire globale des empires, elle permet de sortir d'un face-à-face souvent stérile et de souligner les caractéristiques communes aux empires eurasiatiques et orientaux, mais également d'en dessiner les spécificités. Selon une rhétorique efficace, chaque chapitre de l'ouvrage commence par une présentation de la thématique en jeu dans un contexte impérial autre que celui de la Russie, qu'il soit mongol, perse, ottoman ou chinois. Ce cadre permet à l'autrice de revenir sur un certain nombre des « répertoires impériaux » que J. Burbank et F. Cooper avaient proposés dans leur ouvrage commun sur les

empires (*Empires in World History*, Princeton 2010) et de les faire agir sur le terrain russe. On retrouve ici la plupart des registres déployés ailleurs : la prise en compte de toutes les formes de diversités – culturelle, ethnique ou confessionnelle – par les institutions de l'empire, l'appel nécessaire à des intermédiaires locaux pour gérer l'immense territoire et ses populations plurielles, l'ordre idéologique, encore appelé « imaginaires impériaux », et enfin, voire peut-être surtout, la souplesse de l'empire russe à jongler avec toutes ces composantes en fonction des circonstances et des évolutions des sociétés qu'il domine. Cette capacité est une des forces des empires, dont celui de Russie sait particulièrement user : « les premiers siècles de cet empire (1550-1700) sont étonnants d'énergie mais aussi d'absence quasi complète d'une idéologie reflétant le projet impérial. Les souverains ne définissent pas ce qu'ils sont en train de faire, ils s'étendent juste continuellement » (p. 55).

Cette histoire de l'empire russe n'est donc ni une histoire de la Russie au miroir de l'histoire de l'Europe, ni une histoire nationale de la construction impériale de la Russie depuis la Moscovie du XV^e siècle jusqu'à l'empire de Paul I^{er}. Il s'agit d'une histoire de l'empire prise, à l'extérieur, dans un réseau qui la dépasse, celle des grands empires eurasiatiques, et construite, à l'intérieur, comme un empire de la différence. L'autrice annonce d'ailleurs, dès les premières lignes de sa préface, l'esprit dans lequel elle a conçu cet ouvrage lorsqu'elle le dédie à E. L. Keenan, son *graduate mentor*, auquel elle ajoute O. Pritsak, un autre maître pour elle et qui tous les deux « nous ont appris à être eurasiens, à sortir l'histoire de la Russie d'un contexte étroit, et donc anhistorique, un contexte national, et à l'installer finalement dans un contexte international. Alors que tout le monde a comparé la Russie à l'Europe depuis le XIX^e siècle (et en général au détriment de la Russie), Keenan et Pritsak nous pressaient de regarder à l'est et au sud, c'est-à-dire les connexions de la Russie avec l'Asie aussi bien qu'avec l'Europe; ils nous ont introduits dans le rythme des forêts et de la steppe, de la route de la soie qui connecte les gens, les cultures et le commerce » (p. VII). Ce sont bien des connexions, des routes, des structures et des constructions en tous genres que N. Kollmann entend faire vivre dans leur diversité impériale : « J'ai essayé d'explorer comment l'empire était gouverné et comment les gens faisaient l'expérience de la loi russe, que ce soit dans les régions centrales des Slaves de l'Est et orthodoxes, mais aussi dans tous les espaces frontaliers non russes » (p. VII).

Alimenté par une historiographie quasiment exclusivement anglophone, voire américaine, à l'exception peut-être des sémioticiens de l'École de Tartu, ce que l'autrice justifie, en début d'ouvrage, par l'utilité immédiate du livre pour le lectorat des Presses d'Oxford, le livre est organisé en trois parties. La première, « Assembler l'empire », couvre les XV^e-XVI^e siècles mais fait quelques incursions dans le XVIII^e siècle ; la seconde partie est consacrée à l'empire jusqu'à la fin du XVII^e siècle ; la troisième partie au XVIII^e siècle. C'est une approche thématique inscrite dans une progression chronologique. La trame événementielle est donnée au fur et à mesure des développements, mais donne lieu à une première synthèse dans le prologue, joliment qualifié d'arc chronologique (p. 9-18). L'empire russe, comme d'autres empires eurasiens de la première modernité, possède un « État fort » et des « sociétés faibles » dont les différents composants ne sont pas reliés entre eux par des liens horizontaux mais où, tous pourvus de bouquets de droits différents, ils sont en contact avec le souverain dans une dynamique verticale, selon le modèle du « système impérial des droits » proposé par J. Burbank. Le pouvoir russe est d'autant plus stable et fort qu'il se fonde sur une synergie entre un centre fort et des pouvoirs locaux contrôlés mais aussi

soutenus par une diversité religieuse, culturelle, ethnique. Dans chacune des trois parties du livre, les développements renvoient à ce type de modèle impérial et aux différents registres de sa pratique : routes et connexions économiques, émergence d'un centre, expansion territoriale et fronts pionniers, corps intermédiaires, bureaucratie et administrations, contrôles des populations, commerce, fiscalité et production de richesses, voies de communications, cartographie et routes ; monopole de la violence et monopole de la loi ; élites centrales et élites locales ; classes, servage et évolutions de la société ; villes, habitants des villes et réformes urbaines ; professionnalisation dans un empire multi-ethnique. Pour illustrer la démonstration de l'autrice sur ce système impérial, trois moments de l'ouvrage peuvent servir d'exemple.

Le chapitre « Assembler l'empire, les premiers siècles » montre de manière éclairante qu'il n'y a pas d'idéologie de croisade ou de conversions forcées dans l'empire russe avant la fin du XVII^e siècle, malgré la persistance d'une rhétorique antimusulmane, en particulier dans les différents corpus des *Chroniques*. D'un point de vue culturel, « les sujets non russes étaient perçus comme différents dans leur langage, leur religion et leur culture, mais ils n'étaient pas systématiquement discriminés ou décrits en tant qu'inférieurs » (p. 57). La politique générale adossée à la gestion des territoires est celle d'une « politique de la différence » qui maintient en place les cultures régionales et les institutions locales en échange d'une loyauté et de ressources humaines ou fiscales. L'avancée coloniale vers l'est et le sud, symbolisée par la conquête de Kazan, a conduit les Russes à des interactions des hommes avec la steppe, le monde mongol et le « middle ground », véritable zone « de contact qui n'est pas gouvernée par des États puissants mais créée par des interactions de peuples de différentes cultures rassemblés par le commerce » (p. 58). Dans ces zones de commerce, de contacts et de fronts pionniers, initiés par le gouvernement et non par des intérêts privés, plusieurs mondes s'entrecroisent dans une incessante évolution alors que l'armature administrative y est squelettique et la corruption endémique. Chacune des parties fait évoluer ses habitudes, ses mœurs, ses pratiques religieuses pour s'accommoder à celles des autres. Parmi les groupes essentiels de ces échanges, on trouve évidemment les Cosaques, acteurs centraux de la conquête, par exemple, de la Sibérie (p. 58-61).

Le chapitre sur la « diffusion de la légitimité » décline la gamme des imaginaires impériaux. Tous les empires sont animés par une représentation de leur propre légitimité que manifestent les images, les symboles, les discours ou les rites. Façonnés en direction de publics variés – étrangers, sujets ou élites, soutiens indispensables pour le maintien de l'ensemble – ces outils de la grammaire impériale permettent aux États d'exprimer leurs visions. Dans cette infinie variété de dispositifs, les « centres symboliques » (p. 142), pour reprendre le vocabulaire élaboré par l'anthropologue C. Geertz, et en particulier le Kremlin de Moscou, ont toute leur importance, aussi bien que les scénarios successoraux, au cœur d'une définition de la légitimité politique. L'imaginaire moscovite impérial ne véhicule donc pas une vision de la politique incarnée dans des institutions mais plutôt dans une variété de pratiques et de types de relations entre le souverain et ses élites ou ses sujets. Celles-ci renvoient au pouvoir d'un souverain illimité dans le principe, mais modéré dans ses usages et à une figure patriarcale dure mais juste. Il s'agit bien d'une idéologie flexible, outil efficace pour gouverner, imposer l'ordre et la justice, selon des scénarios différenciés en fonction des publics, traduction parfaite du « régime impérial de droits » défini par J. Burbank et dans lequel tous les groupes de la société peuvent solliciter la

bienveillance et la protection de l'autocrate, mais où les droits de chaque groupe sont définis différemment selon la religion, l'ethnie ou la classe sociale (p. 154).

Le chapitre « Servage, classes sociales et société en mouvement » montre toute la contradiction de l'évolution sociale de l'empire russe au XVIII^e siècle. En effet, au moment même où se renforcent les catégories juridiques structurant la société, en particulier celle de *soslovie* (que l'on peut traduire par les termes d'état ou d'ordre) dans le contexte d'un renforcement du servage, on doit souligner l'importance de transformations considérables qui déstabilisent toute cette armature en raison de l'afflux de nouvelles populations amenées par l'expansion impériale et démographique. C'est peut-être sur ces questions que le miroir européen est le plus utile. Les travaux en micro-histoire ou en histoire locale et régionale montrent une grande fluidité sociale et, pour les populations aux marges de l'empire, une forte capacité à s'accommoder du pouvoir impérial. Le cadre du *soslovie* ne suffit donc pas, à lui seul, à rendre compte de la complexité de la société du XVIII^e siècle. Beaucoup d'autres éléments contribuent à sa constitution : l'identité ethnique, la religion, le langage, la région. Et la cohésion d'ensemble vient des relations individuelles ou collectives avec le pouvoir à travers le service, la fiscalité, le droit, ce qui est bien une « société impériale fondée sur la différence ».

Ce livre, *a priori* impossible, est abouti à plus d'un titre, en particulier grâce aux jeux sur les échelles d'observation. On y voit vivre le monde russe dans une multiplicité de points de vue : inscrit dans une problématique globale sur la question des empires, inséré dans un entrelacs de connexions avec les espaces qui l'entourent mais aussi étudié dans une perspective régionale ou micro-locale. L'ajustement de l'ensemble est une véritable réussite.

Marie-Karine SCHAUB
Université Paris Est Créteil, CRHEC

EMMANUEL DROIT, PIERRE KARILA-COHEN (ÉD.),
Qu'est-ce que l'autorité ?
France-Allemagne(s), XIX^e-XX^e siècles,
Paris, Éditions de la Maison des Sciences de
l'Homme, 2016, 302 p., ISBN 978-2-7351-2038-3

En choisissant leur titre, les directeurs de l'ouvrage ont fait preuve d'audace : poser la question à laquelle Hannah Arendt n'avait pas entièrement répondu dans l'article éponyme « What is Authority? » (1961). Ayant dit nettement ce que l'autorité n'était pas (la force et la persuasion), la philosophe n'avait qu'incomplètement énoncé ce qu'elle était. Ambitieux, le titre du livre rend compte par ailleurs d'un glissement sémantique de poids par rapport à l'intitulé du séminaire dont il est issu : « Le pouvoir au quotidien (France, Allemagne, Europe de l'Est) XIX^e-XX^e siècles » (Centre de recherches historiques de l'Ouest, université Rennes 2). L'ouvrage propose ainsi une histoire de l'autorité et non plus du pouvoir dans une perspective entendue désormais comme comparative entre France et Allemagne. La différence entre *potestas* et *auctoritas* étant le début du tout, les proximités parfois gênantes ou – à l'inverse – les tentatives de distinction entre les diverses catégories qui s'y rapportent traversent logiquement les contributions, particulièrement celles qui ouvrent l'ensemble et proposent les cadres théoriques de la question. Différences et proximités des mots font partie du sujet et, si j'ose dire, des problèmes posés par un répertoire conceptuel qui superpose autorité, pouvoir et domination (première partie). La difficulté est encore augmentée par

des problèmes de traduction notamment de l'œuvre centrale de Max Weber, dont les termes – pouvoir, domination, violence, contrainte – sont autant de pièges qui agissent en fonction des usages ou des traductions de *Macht*, *Herrschaft*, *Gewalt*, *Zwang* (C. Colliot-Thélène). C'est peut-être chez Foucault que l'indistinction relative entre « autorité » (qui autorise) et « pouvoir » (qui peut) est la moins gênante pour l'historien dans la mesure où la notion de pouvoir est entrevue de façon « pragmatique » comme une relation : « le pouvoir n'existe qu'en acte » (p. 50). L'acceptation permet ainsi une étude des pratiques d'autorité en présence des subalternes (M. Senellart).

On pourrait au passage regretter que la présentation des cadres de pensées précède les études de cas historiques dans les deuxième (« Exercer l'autorité au quotidien ») et troisième parties (« Contourner, résister, louvoyer : l'autorité en question »). Il aurait été éclairant de confronter les approches théoriques avec ce que les études de cas révèlent, confirment ou infirment des modèles proposés et analysés. Il n'est pas certain par exemple qu'une approche historique ou anthropologique de l'autorité, et particulièrement de l'autorité de contact, gagne beaucoup à se déployer dans le seul cadre de la « domination chez Pierre Bourdieu », dont F. Buton nous dit qu'elle est « *l'objet* [en italique dans le texte] de la sociologie » (p. 73). C'est d'ailleurs l'un des grands mérites de l'ouvrage de faire sentir que les cadres d'analyse perdent de leur évidence face à la complexité de pratiques relevant de situations historiques et sociales mais aussi psychiques, politiques et culturelles à chaque fois singulières. Détenir une parcelle d'autorité rendue visible par le port d'arme ou l'uniforme ne signifie pas que « l'on a de » ou « que l'on fait » autorité, comme l'atteste la très belle étude de Q. Deluermoz, l'une des seules qui, finalement, offrent une comparaison franco-allemande : « Les policiers en uniforme et la rue à Paris et Berlin à la fin du XIX^e siècle ». De même, l'autorité enseignante est toujours une autorité négociée. Dans la RDA de 1949 à 1968 (Emmanuel Droit), elle repose « sur la participation des personnes sur lesquelles elle s'exerce » (p. 114) de la même façon qu'en France, ajoutons-nous, comme en témoigne l'étude des transformations de la discipline dans les lycées français de 1940 à 1979 (M. Darmon 2008). Ici comme ailleurs, toute autorité est tempérée par le degré d'adhésion des subalternes censés en dépendre.

Aussi, l'autorité est le plus souvent à saisir dans une échelle des hiérarchies qui la configure, la limite ou l'augmente. De ce point de vue, les figures intermédiaires sont parmi les plus riches à observer tant leurs pratiques de commandement dépendent d'une multitude de paramètres. L'autorité du contremaître peut par exemple être soumise à une double domination : celle exercée par les supérieurs (directeurs, cadres ou ingénieurs) et celle qu'exercent aussi les subalternes, ici les ouvriers, qui la refusent ou la contestent (R. Hürtgen). Par ailleurs, s'opposer à l'autorité – ou à la domination – est, d'une façon ou d'une autre, faire acte d'autorité, soit parce que le refus performatif entraîne une reconnaissance d'autorité au sein d'un groupe donné d'acteurs sociaux, soit parce que le refus repose sur une légitimité – une autorité – que s'attribue celui-là même qui s'en prend à ceux qui commandent ou qui autorisent. C'est ce que montre l'étude de cas finement menée par M. Christian sur le « camarade J. », cet « ouvrier conscientisé [...] représentant le modèle des nouvelles élites socialistes voulues par le régime » (p. 227) qui décide de contester l'augmentation du loyer de son appartement par une démarche ouverte au sein du Parti socialiste dans la RDA des années 1960.

Dès lors, et de façon faussement paradoxale, ce qu'Y. Cohen appelle l'agir subalterne s'avère très utile pour analyser les formes de l'autorité, qu'elles soient « premières » – autorités formelles et dominantes – ou « secondes » (leader syndical, « grande gueule », expérience, « capacité [...] de critique humoristique », p. 212-213). Parmi les nombreuses catégories décrivant les formes d'agentivité et appartenant à des traditions savantes diversement situées dans l'histoire des sciences sociales, l'*Eigensinn* proposé par Alf Lüdtke tient une place désormais centrale pour penser les relations entre l'autorité et l'obéissance. T. Lindenbergh, dans un texte lumineux (admirablement traduit par M. Gravey), revient sur la richesse d'un concept qui, précisément, semble échapper à la seule dichotomie dominés/dominants. Les attitudes de « quant à soi », d'entêtement identitaire, d'« accommodement pragmatique » peuvent être rabattues parfois vers la résistance, parfois vers l'acceptation mais se vivent aussi en se « soustrayant précisément à cette question » (p. 193). La diversité des situations décrites par les auteurs des contributions rappelle une nouvelle fois que les modèles de pensée ne doivent pas être utilisés trop tôt dans les études historiques sur l'autorité et l'obéissance, au risque de clore l'enquête avant de l'avoir commencée. Voilà sans doute l'apport principal de cet ouvrage collectif.

On pardonnera à l'auteur de ce compte rendu, j'espère, de prêcher néanmoins pour sa paroisse. Mais comment ne pas regretter que la guerre soit retranchée de cette étude croisée franco-allemande de l'autorité au XX^e siècle ? L'absence est dommageable pour l'*objet* même du livre car la guerre n'est pas seulement une configuration dans laquelle les autorités des deux pays se sont combattues en se construisant l'une contre l'autre, elle est surtout une activité sociale au cours de laquelle des autorités sont subverties et d'autres inventées. Les représentations de l'autorité en temps de guerre sont bouleversées au sein des armées qui les font et, plus largement, des institutions qui les traversent. La guerre est ainsi l'événement type qui provoque la « crise », notion adossée, comme on sait, au concept même de l'autorité dont les représentations sont – par définition – évolutives car soumises aux contingences. C'est au cours de la Première Guerre mondiale, et de part et d'autre de son expérience d'officier de réserve de l'hôpital de Heidelberg (1916), que Weber transforme son texte sur les trois formes de l'autorité (H. Treiber 2005) ; c'est en sortie de guerre que Freud pense la structure libidinale de l'autorité et de l'obéissance en empruntant aux deux grandes figures du chef religieux et du chef militaire (*Psychologie et analyse du moi* 1921) ; c'est en 1942 que Kojève rédige ses pages sur l'autorité – et on sait à quel point la figure du Pétain et le contexte du procès de Riom furent décisifs dans sa manière de penser l'autorité du maître, du père ou du chef (François Terré 2004) ; ou encore en 1953 que Levinas rédige *Liberté et commandement* en adossant sa réflexion à l'expérience de la Seconde Guerre mondiale, comme le fait Arendt peu de temps après dans son étude des liens entre le passé et le présent (1961). Aussi la question « qu'est-ce que l'autorité ? » dans l'histoire de l'Europe du XX^e siècle, celle de l'âge des extrêmes, ne peut être posée en laissant à la marge son interrogation consubstantielle : qu'est-ce que la guerre fait non seulement à la façon d'exercer, de subir ou de refuser l'autorité mais également à la manière de la penser ?